

**No. 37783**

---

**France  
and  
Latvia**

**Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Latvia for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital (with protocol). Paris, 14 April 1997**

**Entry into force:** *1 May 2001, in accordance with article 29*

**Authentic texts:** *French and Latvian*

**Registration with the Secretariat of the United Nations:** *France, 29 October 2001*

---

**France  
et  
Lettonie**

**Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (avec protocole). Paris, 14 avril 1997**

**Entrée en vigueur :** *1er mai 2001, conformément à l'article 29*

**Textes authentiques :** *français et letton*

**Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies :** *France, 29 octobre 2001*

[ FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS ]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE EN VUE D'ÉVITER LES DOUBLES IMPOSITIONS ET DE PRÉVENIR L'ÉVASION ET LA FRAUDE FISCALES EN MATIÈRE D'IMPÔTS SUR LE REVENU ET SUR LA FORTUNE

Le Gouvernement de la République française et  
Le Gouvernement de la République de Lettonie,  
désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, sont convenus des dispositions suivantes :

*Article 1<sup>er</sup>. Personnes concernées*

La présente Convention s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

*Article 2. Impôts visés*

1. La présente Convention s'applique aux impôts sur le revenu et sur la fortune perçus pour le compte d'un Etat contractant ou de ses collectivités locales, quel que soit le système de perception.

2. Sont considérés comme impôts sur le revenu et sur la fortune les impôts perçus sur le revenu total, sur la fortune totale, ou sur des éléments du revenu ou de la fortune, y compris les impôts sur les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers ou immobiliers, ainsi que les impôts sur les plus-values.

3. Les impôts actuels auxquels s'applique la Convention sont notamment:

a) en ce qui concerne la France :

- i) l'impôt sur le revenu ;
- ii) l'impôt sur les sociétés ;
- iii) la taxe sur les salaires ;
- iv) l'impôt de solidarité sur la fortune ; (ci-après dénommés "impôt français") ;

b) en ce qui concerne la Lettonie:

- i) l'impôt sur le revenu des entreprises ;
  - ii) l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
  - iii) l'impôt sur les biens ;
- (ci-après dénommés "impôt letton").

4. La Convention s'applique aussi aux impôts de nature identique ou analogue qui seraient établis après la date de signature de la Convention et qui s'ajouteraient aux impôts

actuels ou qui les remplaceraient. Les autorités compétentes des Etats contractants se communiquent les modifications importantes apportées à leurs législations fiscales respectives.

### *Article 3. Définitions générales*

1. Au sens de la présente Convention, à moins que le contexte n'exige une interprétation différente :

a) les expressions "Etat contractant" et "autre Etat contractant" désignent, suivant les cas, la France ou la Lettonie ;

b) le terme "France" désigne les départements européens et d'outre-mer de la République française, y compris la mer territoriale, et au-delà de celle-ci les zones sur lesquelles, en conformité avec le droit international, la République française a des droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation des ressources naturelles des fonds marins et de leur sous-sol ;

c) le terme "Lettonie" désigne la République de Lettonie, et dans son acception géographique, le territoire de la République de Lettonie y compris toute zone située au-delà de la mer territoriale de la République de Lettonie sur laquelle, en vertu de la législation de la Lettonie et en conformité avec le droit international, la Lettonie peut exercer des droits relatifs aux fonds marins, à leur sous-sol et à leurs ressources naturelles ;

d) le terme "personne" comprend les personnes physiques, les sociétés et tous autres groupements de personnes ;

e) le terme "société" désigne toute personne morale ou toute entité qui est considérée, aux fins d'imposition, comme une personne morale ;

f) les expressions "entreprise d'un Etat contractant" et "entreprise de l'autre Etat contractant" désignent respectivement une entreprise exploitée par un résident d'un Etat contractant et une entreprise exploitée par un résident de l'autre Etat contractant ;

g) l'expression "trafic international" désigne tout transport effectué par un navire ou un aéronef exploité par une entreprise d'un Etat contractant, sauf lorsque le navire ou l'aéronef n'est exploité qu'entre des points situés dans l'autre Etat contractant ;

h) l'expression "autorité compétente" désigne :

i) dans le cas de la France, le ministre chargé du budget ou son représentant autorisé ;

ii) dans le cas de la Lettonie, le ministre des Finances ou son représentant autorisé.

2. Pour l'application de la Convention à un moment donné par un Etat contractant, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment le droit de cet Etat concernant les impôts auxquels s'applique la Convention ; le sens attribué par le droit fiscal applicable de cet Etat prévaut sur le sens attribué à ce terme ou expression par les autres branches du droit de cet Etat.

### *Article 4. Résident*

1. a) Au sens de la présente Convention, l'expression "résident d'un Etat contractant" désigne toute personne qui, en vertu de la législation de cet Etat, est assujettie à l'impôt dans

cet Etat, en raison de son domicile, de sa résidence, de son siège de direction, de son siège social, ou de tout autre critère de nature analogue. Toutefois, cette expression ne comprend pas les personnes qui ne sont assujetties à l'impôt dans cet Etat que pour les revenus de sources situées dans cet Etat ou pour la fortune qui y est située.

b) L'expression "résident d'un Etat contractant" comprend :

i) cet Etat, ses collectivités locales, ainsi que leurs personnes morales de droit public ;  
et

ii) lorsque cet Etat est la France, les sociétés de personnes et les groupements de personnes soumis par la législation interne française à un régime fiscal analogue à celui des sociétés de personnes, qui ont leur siège de direction effective en France et n'y sont pas soumis à l'impôt sur les sociétés.

2. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne physique est un résident des deux Etats contractants, sa situation est réglée de la manière suivante :

a) cette personne est considérée comme un résident de l'Etat où elle dispose d'un foyer d'habitation permanent ; si elle dispose d'un foyer d'habitation permanent dans les deux Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat avec lequel ses liens personnels et économiques sont les plus étroits (centre des intérêts vitaux) ;

b) si l'Etat où cette personne a le centre de ses intérêts vitaux ne peut pas être déterminé, ou si elle ne dispose d'un foyer d'habitation permanent dans aucun des Etats, elle est considérée comme un résident de l'Etat où elle séjourne de façon habituelle ;

c) si cette personne séjourne de façon habituelle dans les deux Etats ou si elle ne séjourne de façon habituelle dans aucun d'eux, elle est considérée comme un résident de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité ;

d) si cette personne possède la nationalité des deux Etats ou si elle ne possède la nationalité d'aucun d'eux, les autorités compétentes des Etats contractants tranchent la question d'un commun accord.

3. Lorsque, selon les dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux Etats contractants, les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent de résoudre la question par voie d'accord amiable en tenant compte du siège de direction effective de cette personne, de son siège social ou du lieu où elle a été constituée, ou de tous autres critères pertinents. A défaut d'un tel accord, cette personne n'est pas considérée comme un résident de l'un ou l'autre Etat contractant pour l'application des avantages prévus par la Convention.

#### *Article 5. Etablissement stable*

1. Au sens de la présente Convention, l'expression "établissement stable" désigne une installation fixe d'affaires par l'intermédiaire de laquelle une entreprise exerce tout ou partie de son activité.

2. L'expression "établissement stable" comprend notamment :

a) un siège de direction,

b) une succursale,

- c) un bureau,
- d) une usine,
- e) un atelier, et

f) une mine, un puits de pétrole ou de gaz, une carrière ou tout autre lieu d'extraction de ressources naturelles.

3. a) Un chantier de construction, de montage ou d'installation ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse douze mois ;

b) toutefois, un chantier de construction, de montage ou d'installation commençant au cours de la période de dix années suivant immédiatement la date de prise d'effet de la Convention ne constitue un établissement stable que si sa durée dépasse six mois. A l'issue de cette période de dix ans, les dispositions du a sont seules applicables.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas "établissement stable" si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité de caractère préparatoire ou auxiliaire ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a à e, à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul garde un caractère préparatoire ou auxiliaire.

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, lorsqu'une personne --autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant auquel s'applique le paragraphe 6-- agit pour le compte d'une entreprise et dispose dans un Etat contractant de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise, cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet Etat pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

6. Une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans un Etat contractant du seul fait qu'elle y exerce son activité par l'entremise d'un courtier, d'un commissionnaire général ou de tout autre agent jouissant d'un statut indépendant, à condition que ces personnes agissent dans le cadre ordinaire de leur activité. Toutefois, lorsque les activités d'un tel agent sont exercées exclusivement ou presque exclusivement pour le compte de cette entreprise, et lorsque les transactions entre cet agent et cette entreprise diffèrent de celles qui auraient été réalisées entre des personnes indépendantes, cet agent n'est

pas considéré comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe ; mais, dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 s'appliquent.

7. Le fait qu'une société qui est un résident d'un Etat contractant contrôle ou est contrôlée par une société qui est un résident de l'autre Etat contractant ou qui y exerce son activité (que ce soit par l'intermédiaire d'un établissement stable ou non) ne suffit pas, en lui-même, à faire de l'une quelconque de ces sociétés un établissement stable de l'autre.

#### *Article 6. Revenus immobiliers*

1. Les revenus provenant de biens immobiliers (y compris les revenus des exploitations agricoles ou forestières) sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

2. L'expression "biens immobiliers" a le sens que lui attribue le droit de l'Etat contractant où les biens considérés sont situés. L'expression comprend en tous cas les accessoires, le cheptel mort ou vif des exploitations agricoles et forestières, les droits auxquels s'appliquent les dispositions du droit privé concernant la propriété foncière, l'usufruit des biens immobiliers et les droits à des paiements variables ou fixes pour l'exploitation ou la concession de l'exploitation de gisements minéraux, sources et autres ressources naturelles ; les navires, bateaux et aéronefs ne sont pas considérés comme des biens immobiliers.

3. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aux revenus provenant de l'exploitation directe, de la location ou de l'affermage, ainsi que de toute autre forme d'exploitation des biens immobiliers.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent également aux revenus provenant des biens immobiliers d'une entreprise ainsi qu'aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante.

5. Lorsque des actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable donnent la jouissance de biens immobiliers situés dans un Etat contractant et détenus par cette société, fiducie ou institution comparable, les revenus provenant de l'utilisation directe, de la location ou de l'usage sous toute autre forme de ce droit de jouissance sont imposables dans cet Etat nonobstant les dispositions des articles 7 et 14.

#### *Article 7. Bénéfices des entreprises*

1. Les bénéfices d'une entreprise d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'entreprise n'exerce son activité dans l'autre Etat contractant par

l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé. Si l'entreprise exerce son activité d'une telle façon, les bénéfices de l'entreprise sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cet établissement stable.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant exerce son activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, il est imputé, dans chaque Etat contractant, à cet établissement stable les bénéfices qu'il aurait pu réaliser s'il avait constitué une entreprise distincte ex-

erçant des activités identiques ou analogues dans des conditions identiques ou analogues et traitant en toute indépendance avec l'entreprise dont il constitue un établissement stable.

3. Pour déterminer les bénéfices d'un établissement stable, sont admises en déduction les dépenses exposées aux fins poursuivies par cet établissement stable, y compris les dépenses de direction et les frais généraux d'administration ainsi exposés, soit dans l'Etat où est situé cet établissement stable, soit ailleurs.

4. S'il est d'usage, dans un Etat contractant, de déterminer les bénéfices imputables à un établissement stable sur la base d'une répartition des bénéfices totaux de l'entreprise entre ses diverses parties, aucune disposition du paragraphe 2 n'empêche cet Etat de déterminer les bénéfices imposables selon la répartition en usage ; la méthode de répartition adoptée doit cependant être telle que le résultat obtenu soit conforme aux principes contenus dans le présent article.

5. Aucun bénéfice n'est imputé à un établissement stable du fait qu'il a simplement acheté des marchandises pour l'entreprise.

6. Aux fins des paragraphes précédents du présent article, les bénéfices à imputer à l'établissement stable sont déterminés chaque année selon la même méthode, à moins qu'il n'existe des motifs valables et suffisants de procéder autrement.

7. Lorsque les bénéfices comprennent des éléments de revenu traités séparément dans d'autres articles de la présente Convention, les dispositions de ces articles ne sont pas affectées par les dispositions du présent article.

#### *Article 8. Navigation maritime et aérienne*

1. Les bénéfices qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs, ne sont imposables que dans cet Etat. Ces bénéfices comprennent les bénéfices tirés par cette entreprise de la location coque nue de navires ou d'aéronefs ou les bénéfices tirés de l'utilisation, de l'entretien ou de la location de conteneurs, lorsque ces activités sont accessoires à l'exploitation, en trafic international, de navires ou d'aéronefs par l'entreprise.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent aussi aux bénéfices provenant de la participation à un groupement ("pool"), une exploitation en commun ou un organisme international d'exploitation.

#### *Article 9. Entreprises associées*

1. Lorsque : a) une entreprise d'un Etat contractant participe directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise de l'autre Etat contractant, ou que

b) les mêmes personnes participent directement ou indirectement à la direction, au contrôle ou au capital d'une entreprise d'un Etat contractant et d'une entreprise de l'autre Etat contractant, et que, dans l'un et l'autre cas, les deux entreprises sont, dans leurs relations commerciales ou financières, liées par des conditions convenues ou imposées qui diffèrent de celles qui seraient convenues entre des entreprises indépendantes, les bénéfices qui, sans ces conditions, auraient été réalisés par l'une des entreprises mais n'ont pu être en fait à

cause de ces conditions, peuvent être inclus dans les bénéfices de cette entreprise et imposés en conséquence.

2. Lorsqu'un Etat contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet Etat -- et impose en conséquence -- des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Etat contractant a été imposée dans cet autre Etat, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier Etat si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Etat procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices s'il estime que cet ajustement est justifié. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si nécessaire, les autorités compétentes des Etats contractants se consultent.

#### *Article 10. Dividendes*

1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces dividendes sont aussi imposables dans l'Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les dividendes en est le bénéficiaire effectif l'impôt ainsi établi ne peut excéder a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société qui :

i) détient directement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque cette société est un résident de Lettonie ;

ii) détient directement ou indirectement au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes lorsque cette société est un résident de France ; b) 15 pour cent du montant brut des dividendes dans tous les autres cas.

Les dispositions du présent paragraphe n'affectent pas l'imposition de la société au titre des bénéfices qui servent au paiement des dividendes.

3. a) Un résident de Lettonie qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France, dividendes dont il est le bénéficiaire effectif et qui donneraient droit à un crédit d'impôt ("avoir fiscal") s'ils étaient reçus par un résident de France, a droit à un paiement du Trésor français d'un montant égal à ce crédit d'impôt ("avoir fiscal"), sous réserve de la déduction de l'impôt prévu au b du paragraphe 2.

b) Les dispositions du a ne s'appliquent qu'à un résident de Lettonie qui est :

i) une personne physique, ou

ii) une société qui ne détient pas, directement ou indirectement, au moins 10 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes.

c) Les dispositions du a ne s'appliquent que si le bénéficiaire effectif des dividendes :

i) est soumis à l'impôt letton au taux normal à raison de ces dividendes et du paiement du Trésor français ; et

ii) justifie, lorsque l'administration fiscale française le lui demande, qu'il est le propriétaire des actions ou parts au titre desquelles les dividendes sont payés et que la détention de ces actions ou parts n'a pas comme objet principal ou comme un de ses objets principaux de permettre à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, de tirer avantage des dispositions du a.

d) Le montant brut du paiement du Trésor français visé au a est considéré comme un dividende pour l'application de la présente Convention.

4. Lorsqu'il n'a pas droit au paiement du Trésor français visé au paragraphe 3, un résident de Lettonie qui reçoit des dividendes payés par une société qui est un résident de France peut obtenir le remboursement du précompte dans la mesure où celui-ci a été effectivement acquitté par la société à raison de ces dividendes. Le montant brut du précompte remboursé est considéré comme un dividende pour l'application de la Convention. Il est imposable en France conformément aux dispositions du paragraphe 2.

5. Le terme "dividende" désigne les revenus provenant d'actions, actions ou bons de jouissance, parts de mine, parts de fondateur ou autres parts bénéficiaires à l'exception des créances, ainsi que les revenus soumis au régime des distributions par la législation fiscale de l'Etat contractant dont la société distributrice est un résident. Il est entendu que le terme "dividende" ne comprend pas les revenus visés à l'article 16.

6. Les dispositions des paragraphes 1, 2 3 et 4 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des dividendes, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant dont la société qui paie les dividendes est un résident, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la participation génératrice des dividendes s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

7. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat contractant tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat contractant, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société, sauf dans la mesure où ces dividendes sont payés à un résident de cet autre Etat ou dans la mesure où la participation génératrice des dividendes se rattache effectivement à un établissement stable ou à une base fixe situés dans cet autre Etat, ni prélever aucun impôt, au titre de l'imposition des bénéfices non distribués, sur les bénéfices non distribués de la société, même si les dividendes payés ou les bénéfices non distribués consistent en tout ou en partie en bénéfices ou revenus provenant de cet autre Etat.

#### *Article 11. Intérêts*

1. Les intérêts provenant d'un Etat contractant et payés à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces intérêts sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où ils proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les intérêts en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des intérêts.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, les intérêts mentionnés au paragraphe 1 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont la personne qui reçoit les intérêts est un résident, si cette personne en est le bénéficiaire effectif, et si :

a) cette personne est un des Etats contractants, sa banque centrale ou une collectivité locale de cet Etat ; ou

b) les intérêts sont payés au titre de créances ou prêts garantis ou assurés par un Etat contractant, sa banque centrale, ou l'une de ses collectivités locales, ou, dans le cas de la France, par la "Compagnie Française d'Assurance du Commerce Extérieur" (COFACE), ou, dans le cas de la Lettonie, par "la société par actions d'Etat lettone de crédit à l'exportation", ou par tout organisme institué dans l'un ou l'autre Etat contractant après la date de signature de la présente Convention et qui intervient dans le cadre d'un financement ou d'une garantie à caractère public du commerce extérieur et qui est agréé par un commun accord des autorités compétentes ; ou

c) cette personne est une entreprise de cet Etat et les intérêts sont payés au titre d'une dette consécutive à la vente à crédit, par cette entreprise, de marchandises ou d'un équipement industriel, commercial ou scientifique à une autre entreprise, sauf lorsque la vente ou la dette concerne des entreprises liées.

4. Le terme "intérêts" employé dans le présent article désigne les revenus des créances de toute nature, assorties ou non de garanties hypothécaires ou d'une clause de participation aux bénéfices du débiteur, et notamment les revenus des fonds publics et des obligations d'emprunts, y compris les primes et lots attachés à ces titres. Les pénalisations pour paiement tardif ne sont pas considérés comme des intérêts au sens du présent article. Le terme "intérêts" ne comprend pas les éléments de revenu qui sont considérés comme des dividendes selon les dispositions de l'article 10.

5. Les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des intérêts, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les intérêts, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que la créance génératrice des intérêts s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

6. Les intérêts sont considérés comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des intérêts, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel la dette donnant lieu au paiement des intérêts a été contractée et qui supporte la charge de ces intérêts, ceux-ci sont considérés comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

7. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des intérêts, compte tenu de la créance pour laquelle ils sont payés, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

*Article 12. Redevances*

1. Les redevances provenant d'un Etat contractant et payées à un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

2. Toutefois, ces redevances sont aussi imposables dans l'Etat contractant d'où elles proviennent et selon la législation de cet Etat, mais si la personne qui reçoit les redevances en est le bénéficiaire effectif, l'impôt ainsi établi ne peut excéder :

a) 5 pour cent du montant brut des redevances payées pour l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique ;

b) 10 pour cent du montant brut des redevances dans tous les autres cas.

3. Le terme "redevances" employé dans le présent article désigne les rémunérations de toute nature payées pour l'usage ou la concession de l'usage d'un droit d'auteur sur une oeuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques ainsi que les films et les enregistrements destinés à la télévision ou à la radio, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets, ou pour l'usage ou la concession de l'usage d'un équipement industriel, commercial ou scientifique, ou pour des informations ayant trait à une expérience acquise (savoir-faire) dans le domaine industriel, commercial ou scientifique.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas lorsque le bénéficiaire effectif des redevances, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant d'où proviennent les redevances, soit une activité industrielle ou commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou bien générateur des redevances s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

5. Les redevances sont considérées comme provenant d'un Etat contractant lorsque le débiteur est un résident de cet Etat. Toutefois, lorsque le débiteur des redevances, qu'il soit ou non un résident d'un Etat contractant, a dans un Etat contractant un établissement stable, ou une base fixe, pour lequel l'obligation donnant lieu au paiement des redevances a été contractée et qui supporte la charge de ces redevances, celles-ci sont considérées comme provenant de l'Etat où l'établissement stable, ou la base fixe, est situé.

6. Lorsque, en raison de relations spéciales existant entre le débiteur et le bénéficiaire effectif ou que l'un et l'autre entretiennent avec de tierces personnes, le montant des redevances, compte tenu de la prestation pour laquelle elles sont payées, excède celui dont seraient convenus le débiteur et le bénéficiaire effectif en l'absence de pareilles relations, les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'à ce dernier montant. Dans ce cas, la partie excédentaire des paiements reste imposable selon la législation de chaque Etat contractant et compte tenu des autres dispositions de la présente Convention.

*Article 13. Gains en capital*

1. a) Les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 sont imposables dans l'Etat contractant où ces biens immobiliers sont situés.

b) Les gains provenant de l'aliénation d'actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable, dont l'actif ou les biens sont principalement constitués,-- directement ou indirectement par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés, fiducies ou institutions comparables-- de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens sont imposables dans cet Etat, si, conformément à la législation interne de cet Etat, ils sont soumis au même régime fiscal que les gains provenant de l'aliénation de biens immobiliers.

2. Les gains provenant de l'aliénation de biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou de biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, y compris de tels gains provenant de l'aliénation de cet établissement stable (scul ou avec l'ensemble de l'entreprise) ou de cette base fixe, sont imposables dans cet autre Etat.

3. Les gains qu'une entreprise d'un Etat contractant tire de l'aliénation de navires ou d'aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international ou de biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs ne sont imposables que dans cet Etat.

4. Les gains provenant de l'aliénation de tous biens autres que ceux visés aux paragraphes 1, 2 et 3 ne sont imposables que dans l'Etat contractant dont le cédant est un résident.

#### *Article 14. Professions indépendantes*

1. Les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire d'une profession libérale ou d'autres activités de caractère indépendant ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que ce résident ne dispose de façon habituelle dans l'autre Etat contractant d'une base fixe pour l'exercice de ses activités. S'il dispose d'une telle base fixe, les revenus sont imposables dans l'autre Etat mais uniquement dans la mesure où ils sont imputables à cette base fixe. Pour l'application de ces dispositions, lorsqu'une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant séjourne dans l'autre Etat contractant pendant une période ou des périodes excédant au total 183 jours au cours de toute période de douze mois commençant ou se terminant pendant l'année fiscale considérée, elle est réputée disposer d'une base fixe de façon habituelle dans cet autre Etat ; dans ce cas, les revenus qu'elle tire des activités visées ci-dessus et qui sont exercées dans cet autre Etat, sont imputables à cette base fixe.

2. L'expression "profession libérale" comprend notamment les activités indépendantes d'ordre scientifique, littéraire, artistique, éducatif ou pédagogique, ainsi que les activités indépendantes des médecins, avocats, ingénieurs, architectes, dentistes et comptables.

#### *Article 15. Professions dépendantes*

1. Sous réserve des dispositions des articles 16, 18, et 19, les salaires, traitements et autres rémunérations similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié ne sont imposables que dans cet Etat, à moins que l'emploi ne soit exercé dans l'autre Etat contractant. Si l'emploi y est exercé, les rémunérations reçues à ce titre sont imposables dans cet autre Etat.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les rémunérations qu'un résident d'un Etat contractant reçoit au titre d'un emploi salarié exercé dans l'autre Etat contractant ne sont imposables que dans le premier Etat si :

a) le bénéficiaire séjourne dans l'autre Etat pendant une période ou des périodes n'excédant pas au total 183 jours au cours de toute période de douze mois consécutifs commençant ou se terminant dans l'année fiscale considérée, et

b) les rémunérations sont payées par un employeur ou pour le compte d'un employeur qui n'est pas un résident de l'autre Etat, et

c) la charge des rémunérations n'est pas supportée par un établissement stable ou une base fixe que l'employeur a dans l'autre Etat.

3. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les rémunérations reçues au titre d'un emploi salarié exercé à bord d'un navire ou d'un aéronef exploités en trafic international par une entreprise d'un Etat contractant sont imposables dans cet Etat.

#### *Article 16. Jetons de présence*

Les jetons de présence et autres rétributions similaires qu'un résident d'un Etat contractant reçoit en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre Etat contractant sont imposables dans cet autre Etat.

#### *Article 17. Artistes et sportifs*

1. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle, tel qu'un artiste de théâtre, de cinéma, de la radio ou de la télévision, ou qu'un musicien, ou en tant que sportif, sont imposables dans cet autre Etat.

2. Lorsque les revenus d'activités qu'un artiste du spectacle ou un sportif exerce personnellement et en cette qualité sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, dans l'Etat contractant où les activités de l'artiste ou du sportif sont exercées.

3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, les revenus qu'un résident d'un Etat contractant tire de ses activités personnelles exercées dans l'autre Etat contractant en tant qu'artiste du spectacle ou sportif ne sont imposables que dans le premier Etat lorsque ces activités dans l'autre Etat sont financées principalement par des fonds publics du premier Etat, de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

4. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, lorsque les revenus d'activités qu'un résident d'un Etat contractant, artiste du spectacle ou sportif exerce personnellement et en cette qualité dans l'autre Etat contractant sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même mais à une autre personne, qu'elle soit ou non un résident d'un Etat contractant, ces revenus ne sont imposables, nonobstant les dispositions des articles 7, 14 et 15, que dans le premier Etat lorsque cette autre personne est financée principalement par des fonds publics de ce premier Etat, de ses collectivités locales, ou de leurs personnes morales de droit public.

*Article 18. Pensions*

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19, les pensions et autres rémunérations similaires payées à un résident d'un Etat contractant au titre d'un emploi antérieur ne sont imposables que dans cet Etat.

*Article 19. Rémunérations publiques*

1. a) Les salaires, traitements et autres rémunérations similaires, autres que les pensions, payés par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces salaires, traitements et autres rémunérations similaires ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si les services sont rendus dans cet Etat et si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

2. a) Les pensions payées par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'ils ont constitués, à une personne physique au titre de services rendus à cet Etat, collectivité ou personne morale ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces pensions ne sont imposables que dans l'autre Etat contractant si la personne physique est un résident de cet Etat et en possède la nationalité sans posséder en même temps la nationalité du premier Etat.

3. Les dispositions des articles 15 et 18 s'appliquent aux salaires, traitements et autres rémunérations similaires et aux pensions payés au titre de services rendus dans le cadre d'une activité industrielle ou commerciale exercée par un Etat contractant ou l'une de ses collectivités locales, ou par une de leurs personnes morales de droit public.

*Article 20. Etudiants*

1. Les sommes qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit pour couvrir ses frais d'entretien, d'études ou de formation ne sont pas imposables dans cet Etat, à condition qu'elles proviennent de sources situées en dehors de cet Etat.

2. Nonobstant les dispositions des articles 14 et 15, les rémunérations qu'un étudiant, un apprenti ou un stagiaire qui est, ou qui était immédiatement avant de se rendre dans un Etat contractant, un résident de l'autre Etat contractant et qui séjourne dans le premier Etat à seule fin d'y poursuivre ses études ou sa formation, reçoit au titre de services qu'il rend personnellement dans ce premier Etat, ne sont pas imposables dans cet Etat, si ces services sont liés et accessoires à ses études ou à sa formation ou si la rémunération de ces services est nécessaire pour compléter les ressources dont il dispose pour couvrir ses frais d'entretien.

*Article 21. Autres revenus*

1. a) Les éléments du revenu d'un résident d'un Etat contractant, d'où qu'ils proviennent, qui ne sont pas traités dans les articles précédents de la présente Convention ne sont imposables que dans cet Etat.

b) Toutefois, ces éléments de revenu qui proviennent de l'autre Etat contractant sont aussi imposables dans cet autre Etat pendant la période de dix ans qui suit immédiatement la date de prise d'effet de la Convention. A l'issue de cette période, les dispositions du a sont seules applicables.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux revenus autres que les revenus provenant de biens immobiliers tels qu'ils sont définis au paragraphe 2 de l'article 6, lorsque le bénéficiaire de tels revenus, résident d'un Etat contractant, exerce dans l'autre Etat contractant, soit une activité industrielle et commerciale par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, soit une profession indépendante au moyen d'une base fixe qui y est située, et que le droit ou le bien générateur des revenus s'y rattache effectivement. Dans ce cas, les dispositions de l'article 7 ou de l'article 14, suivant les cas, sont applicables.

*Article 22. Fortune*

1. a) La fortune constituée par des biens immobiliers visés à l'article 6, que possède un résident d'un Etat contractant et qui sont situés dans l'autre Etat contractant, est imposable dans cet autre Etat.

b) La fortune constituée par des actions, parts ou autres droits dans une société, une fiducie ou une institution comparable, dont l'actif est principalement constitué -- directement ou indirectement par l'interposition d'une ou plusieurs autres sociétés, fiducies ou institutions comparables -- de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans un Etat contractant ou de droits portant sur de tels biens est imposable dans cet Etat.

2. La fortune constituée par des biens mobiliers qui font partie de l'actif d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant, ou par des biens mobiliers qui appartiennent à une base fixe dont un résident d'un Etat contractant dispose dans l'autre Etat contractant pour l'exercice d'une profession indépendante, est imposable dans cet autre Etat.

3. La fortune d'une entreprise d'un Etat contractant, constituée par des navires et des aéronefs exploités par cette entreprise en trafic international ainsi que par des biens mobiliers affectés à l'exploitation de ces navires ou aéronefs, n'est imposable que dans cet Etat.

4. Tous les autres éléments de la fortune d'un résident d'un Etat contractant ne sont imposables que dans cet Etat.

*Article 23. Elimination des doubles impositions*

1. En ce qui concerne la France, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante :

a) Nonobstant toute autre disposition de la présente Convention, les revenus qui sont imposables ou ne sont imposables qu'en Lettonie conformément aux dispositions de la

présente Convention sont pris en compte pour le calcul de l'impôt français lorsqu'ils ne sont pas exemptés de l'impôt sur les sociétés en application de la législation interne française. Dans ce cas, l'impôt letton n'est pas déductible de ces revenus, mais le résident de France a droit, sous réserve des conditions et limites prévues aux i) et ii), à un crédit d'impôt imputable sur l'impôt français. Ce crédit d'impôt est égal :

i) pour les revenus non mentionnés au ii), au montant de l'impôt français correspondant à ces revenus à condition que le bénéficiaire soit soumis à l'impôt à raison de ces revenus en Lettonie ;

ii) pour les revenus -- soumis à l'impôt français sur les sociétés -- visés à l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 13, et pour les revenus visés au paragraphe 5 de l'article 6, aux articles 10, 11 et 12, au paragraphe 1 de l'article 13, au paragraphe 3 de l'article 15, à l'article 16, aux paragraphes 1 et 2 de l'article 17 et à l'article 21, au montant de l'impôt payé en Lettonie conformément aux dispositions de ces articles ; toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à ces revenus.

b) Un résident de France qui possède de la fortune imposable en Lettonie conformément aux dispositions des paragraphes 1 ou 2 de l'article 22 est également imposable en France à raison de cette fortune. L'impôt français est calculé sous déduction d'un crédit d'impôt égal au montant de l'impôt payé en Lettonie sur cette fortune. Toutefois, ce crédit d'impôt ne peut excéder le montant de l'impôt français correspondant à cette fortune.

c) i) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt français correspondant à ces revenus" employée au a désigne : lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un taux proportionnel, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux qui leur est effectivement appliqué ; lorsque l'impôt dû à raison de ces revenus est calculé par application d'un barème progressif, le produit du montant des revenus nets considérés par le taux résultant du rapport entre l'impôt effectivement dû à raison du revenu net global imposable selon la législation française et le montant de ce revenu net global.

Cette interprétation s'applique par analogie à l'expression "montant de l'impôt français correspondant à cette fortune" employée au b.

ii) Il est entendu que l'expression "montant de l'impôt payé en Lettonie" employée aux a et b désigne le montant de l'impôt letton effectivement supporté à titre définitif à raison des revenus ou des éléments de fortune considérés, conformément aux dispositions de la Convention, par le résident de France qui est imposé sur ces revenus ou ces éléments de fortune selon la législation française.

2. En ce qui concerne la Lettonie, les doubles impositions sont éliminées de la manière suivante : a) Sous réserve que les dispositions de la législation interne lettone ne prévoient pas un traitement plus favorable, lorsqu'un résident de Lettonie reçoit des revenus ou possède de la fortune qui conformément aux dispositions de la Convention sont imposables en France, la Lettonie accorde :

i) en déduction de l'impôt sur le revenu de ce résident, un crédit d'impôt d'un montant égal à l'impôt payé sur ce revenu en France ;

ii) en déduction de l'impôt sur la fortune de ce résident, un crédit d'impôt d'un montant égal à l'impôt payé sur cette fortune en France.

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt letton sur le revenu ou sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant, selon les cas, aux revenus ou à la fortune imposables en France.

b) Pour l'application du a, lorsqu'une société qui est un résident de Lettonie reçoit un dividende d'une société qui est un résident de France dont elle détient au moins 10 pour cent des actions ou parts conférant l'ensemble des prérogatives attachées aux droits de vote y afférents, l'impôt payé en France comprend non seulement l'impôt payé sur le dividende mais aussi l'impôt payé au titre des bénéfices de la société qui servent au paiement du dividende.

*Article 24. Non-discrimination*

1. Les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujettis les nationaux de cet autre Etat qui se trouvent dans la même situation, notamment au regard de la résidence. La présente disposition s'applique aussi nonobstant les dispositions de l'article 1, aux personnes qui ne sont pas des résidents d'un Etat contractant ou des deux Etats contractants.

2. Le terme "national" désigne:

- a) toute personne physique qui possède la nationalité d'un Etat contractant ;
- b) toute personne morale, société de personnes ou association constituée conformément à la législation en vigueur dans un Etat contractant.

3. L'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un Etat contractant a dans l'autre Etat contractant n'est pas établie dans cet autre Etat d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre Etat qui exercent la même activité. La présente disposition ne peut être interprétée comme obligeant un Etat contractant à accorder aux résidents de l'autre Etat contractant les déductions personnelles, abattements et réductions d'impôt en fonction de la situation ou des charges de famille qui accorde à ses propres résidents.

4. A moins que les dispositions du paragraphe 1 de l'article 9, du paragraphe 7 de l'article 11 ou du paragraphe 6 de l'article 12 ne soient applicables, les intérêts, redevances et autres dépenses payés par une entreprise d'un Etat contractant à un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination des bénéfices imposables de cette entreprise, dans les mêmes conditions que s'ils avaient été payés à un résident du premier Etat. De même, les dettes d'une entreprise d'un Etat contractant envers un résident de l'autre Etat contractant sont déductibles, pour la détermination de la fortune imposable de cette entreprise, dans les mêmes conditions que si elles avaient été contractées envers un résident du premier Etat.

5. Les entreprises d'un Etat contractant, dont le capital est en totalité ou en partie, directement ou indirectement, détenu ou contrôlé par un ou plusieurs résidents de l'autre Etat contractant, ne sont soumises dans le premier Etat à aucune imposition ou obligation y relative, qui est autre ou plus lourde que celles auxquelles sont ou pourront être assujetties les autres entreprises similaires du premier Etat.

6. a) Lorsqu'une personne physique exerce un emploi salarié dans un Etat contractant, les cotisations à un régime de retraite établi et reconnu aux fins d'imposition dans l'autre Etat contractant qui sont supportées par cette personne sont déductibles dans le premier Etat pour la détermination du revenu imposable de cette personne, et sont traitées fiscalement dans ce premier Etat de la même façon que les cotisations à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans ce premier Etat et sous réserve des mêmes conditions et restrictions :

i) si cette personne n'était pas un résident de cet Etat, et a déjà cotisé à ce régime de retraite (ou à un autre régime de retraite auquel ce régime s'est substitué) immédiatement avant de commencer à exercer son emploi salarié dans cet Etat, et

ii) si ce régime de retraite est agréé par l'autorité compétente de cet Etat comme correspondant de façon générale à un régime de retraite reconnu aux fins d'imposition dans cet Etat.

b) Pour l'application du a : i) l'expression "régime de retraite" désigne un régime auquel la personne physique participe afin de bénéficier de prestations de retraite payables au titre de l'emploi visé au a ; et

ii) un régime de retraite est reconnu aux fins d'imposition dans un Etat contractant si les cotisations à ce régime sont admissibles à un allègement fiscal dans cet Etat.

7. Les dispositions du présent article s'appliquent, nonobstant les dispositions de l'article 2, aux impôts de toute nature ou dénomination.

8. Si un traité, accord ou convention auquel les Etats contractants sont partie, autre que la présente Convention, comporte une clause de non-discrimination ou une clause de la nation la plus favorisée, il est entendu que de telles clauses ne sont pas applicables aux impôts couverts par la Convention et aux impôts sur les successions et les donations.

#### *Article 25. Procédure amiable*

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un Etat contractant ou par les deux Etats contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Etats, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'Etat contractant dont elle est un résident ou, si son cas relève du paragraphe 1 de l'article 24, à celle de l'Etat contractant dont elle possède la nationalité. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Etat contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Etats contractants.

3. Les autorités compétentes des Etats contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'in-

interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

4. Les autorités compétentes des Etats contractants ou leurs représentants peuvent communiquer directement entre eux en vue de parvenir à un accord comme il est indiqué aux paragraphes précédents du présent article . Si des échanges de vues oraux semblent devoir faciliter cet accord, ces échanges de vues peuvent avoir lieu au sein d'une commission composée des autorités compétentes des Etats contractants ou de leurs représentants.

5. Aux fins du paragraphe 3 de l'article XXII de l'Accord général sur le commerce des services, les Etats contractants conviennent que, nonobstant les dispositions de ce paragraphe, tout désaccord entre eux, sur la question de savoir si une mesure concernant un impôt auquel s'applique une disposition de la présente convention relève de cette Convention, ne peut être porté devant le Conseil du Commerce des services, comme le prévoient les dispositions de ce paragraphe, qu'avec le consentement des deux Etats contractants.

#### *Article 26. Echange de renseignements*

1. Les autorités compétentes des Etats contractants échangent les renseignements nécessaires pour appliquer les dispositions de la présente Convention, ou celles de la législation interne des Etats contractants relative aux impôts visés par la Convention, dans la mesure où l'imposition qu'elle prévoit n'est pas contraire à la Convention. L'échange de renseignements n'est pas restreint par l'article 1. Les renseignements reçus par un Etat contractant sont tenus secrets de la même manière que les renseignements obtenus en application de la législation interne de cet Etat et ne sont communiqués qu'aux personnes ou autorités (y compris les tribunaux et organes administratifs) concernées par l'établissement ou le recouvrement des impôts visés par la Convention, par les procédures ou poursuites concernant ces impôts, ou par les décisions sur les recours relatifs à ces impôts. Ces personnes ou autorités n'utilisent ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent faire état de ces renseignements au cours d'audiences publiques de tribunaux ou dans des jugements.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne peuvent en aucun cas être interprétées comme imposant à un Etat contractant l'obligation :

a) de prendre des mesures administratives dérogeant à sa législation et à sa pratique administrative ou à celles de l'autre Etat contractant ;

b) de fournir des renseignements qui ne pourraient être obtenus sur la base de sa législation ou dans le cadre de sa pratique administrative normale ou de celles de l'autre Etat contractant ;

c) de fournir des renseignements qui révéleraient un secret commercial, industriel, professionnel ou un procédé commercial ou des renseignements dont la communication serait contraire à ordre public.

#### *Article 27 Assistance au recouvrement*

1. A la demande de l'autorité compétente d'un Etat contractant (ci-après dénommé "Etat requérant"), l'autre Etat contractant (ci-après dénommé "Etat requis") procède, sous réserve des dispositions du paragraphe 6, au recouvrement des créances fiscales du premier

Etat comme s'il s'agissait de ses propres créances fiscales. Il est entendu que l'expression "créances fiscales" désigne tout montant d'impôt ainsi que les intérêts, les amendes ou sanctions fiscales et les frais de recouvrement y afférents, qui sont dus et non encore acquittés.

2. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent qu'aux créances fiscales qui font l'objet d'un titre permettant d'en poursuivre le recouvrement dans l'Etat requérant et qui, à moins que les autorités compétentes n'en soient convenues autrement, ne sont pas contestées.

3. A la demande de l'autorité compétente de l'Etat requérant, l'Etat requis prend les mesures conservatoires, qu'autorise sa législation interne, en vue du recouvrement d'un montant d'impôt, même si la créance est contestée.

4. La demande d'assistance administrative est accompagnée :

a) d'une attestation précisant la nature de la créance fiscale et, en ce qui concerne le recouvrement, que les conditions prévues au paragraphe 2 sont remplies ;

b) d'une copie officielle du titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant ; et

c) de tout autre document exigé pour le recouvrement ou pour prendre les mesures conservatoires.

5. Le titre permettant l'exécution dans l'Etat requérant est, s'il y a lieu et conformément aux dispositions en vigueur dans l'Etat requis, admis, homologué, complété ou remplacé dans les plus brefs délais suivant la date de réception de la demande d'assistance par un titre permettant l'exécution dans l'Etat requis.

6. Les questions concernant le délai au-delà duquel la créance fiscale ne peut être exigée sont régies par la législation interne de l'Etat requérant. Si le délai au-delà duquel la créance fiscale ne peut être exigée est plus long dans l'Etat requérant que dans l'Etat requis, ce dernier s'efforcera de recouvrer la créance de l'Etat requérant conformément au délai fixé par la législation de cet Etat. La demande d'assistance contient des renseignements sur ce délai.

7. Les actes de recouvrement accomplis par l'Etat requis à la suite d'une demande d'assistance et qui, suivant la législation interne de cet Etat, auraient pour effet de suspendre ou d'interrompre le délai mentionné au paragraphe 6 ont le même effet au regard de la législation interne de l'Etat requérant. L'Etat requis informe l'Etat requérant des actes ainsi accomplis.

8. Si sa législation interne, ou sa pratique administrative le permet dans des circonstances analogues, l'Etat requis peut consentir un délai de paiement ou un paiement échelonné, mais en informe préalablement l'Etat requérant.

#### *Article 28. Fonctionnaires diplomatiques et consulaires*

1. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux privilèges fiscaux dont bénéficient les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires en vertu soit des règles générales du droit international soit des dispositions d'accords particuliers.

2. Nonobstant les dispositions de l'article 4, toute personne physique qui est membre d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un

Etat contractant, situés dans l'autre Etat contractant ou dans un Etat tiers, est considérée, aux fins de la Convention, comme un résident de l'Etat accréditant, à condition qu'elle soit soumise dans cet Etat accréditant aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de son revenu et de sa fortune, que les résidents de cet Etat.

3. La Convention ne s'applique pas aux organisations internationales, à leurs organes ou à leurs fonctionnaires, ni aux personnes qui sont membres d'une mission diplomatique, d'un poste consulaire ou d'une délégation permanente d'un Etat tiers, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire d'un Etat contractant et ne sont pas soumis dans l'un des Etats contractants aux mêmes obligations, en matière d'impôts sur l'ensemble de leur revenu et de leur fortune, que les résidents de cet Etat.

#### *Article 29. Entrée en vigueur*

1. Chacun des Etats contractants notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures requises en ce qui le concerne pour la mise en vigueur de la présente Convention. Celle-ci entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant le jour de réception de la dernière de ces notifications.

2. Les dispositions de la Convention s'appliqueront :

a) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux revenus perçus à compter du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention, ou après cette date ;

b) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux impôts afférents, selon les cas, à toute année fiscale ou à toute période d'imposition commençant au 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention, ou après cette date ;

c) en ce qui concerne les impôts qui ne sont pas visés au a ou au b, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement celle de l'entrée en vigueur de la Convention, ou après cette date.

#### *Article 30. Dénonciation*

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée. Toutefois, chacun des Etats contractants pourra, moyennant un préavis minimum de six mois notifié par la voie diplomatique, la dénoncer pour la fin d'une année civile.

2. Dans ce cas, la Convention ne sera plus applicable :

a) en ce qui concerne les impôts sur le revenu perçus par voie de retenue à la source, aux revenus perçus à compter du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée, ou après cette date ;

b) en ce qui concerne les impôts sur le revenu qui ne sont pas perçus par voie de retenue à la source, aux impôts afférents, suivant les cas, à toute année fiscale ou à toute période d'imposition commençant à compter du 1er janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée, ou après cette date ;

c) en ce qui concerne les impôts qui ne sont pas visés au a ou au b, aux impositions dont le fait générateur interviendra à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année civile suivant immédiatement l'année au cours de laquelle la dénonciation aura été notifiée, ou après cette date.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 14 avril 1997 en double exemplaire, en langues française et lettone, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie :

VALDIS BIRKAVS

## PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Lettonie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui font partie intégrante de la Convention.

1. En ce qui concerne le a du paragraphe 3 de l'article 2, la taxe sur les salaires est régie par les dispositions de la Convention, applicables, selon les cas, aux bénéficiaires des entreprises ou aux revenus des professions indépendantes.

2. Il est entendu que l'expression "biens immobiliers", partout où elle est utilisée dans la présente Convention, comprend les options, promesses de ventes et droits semblables, relatifs à ces biens.

3. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 6, il est entendu que tous les revenus et tous les gains tirés de l'aliénation de biens immobiliers visés à l'article 6 et situés dans un Etat contractant sont imposables dans cet Etat conformément aux dispositions de l'article 13.

4. En ce qui concerne l'article 7 :

a) lorsqu'une entreprise d'un Etat contractant vend des marchandises ou exerce une activité dans l'autre Etat contractant par l'intermédiaire d'un établissement stable qui y est situé, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas calculés sur la base du montant total reçu par l'entreprise mais sur la seule base de la rémunération imputable à l'activité réelle de l'établissement stable pour ces ventes ou pour cette activité ;

b) dans le cas de contrats, s'agissant notamment de contrats d'étude, de fourniture, d'installation ou de construction d'équipements ou d'établissements industriels, commerciaux ou scientifiques, ou d'ouvrages publics, lorsque l'entreprise a un établissement stable, les bénéfices de cet établissement stable ne sont pas déterminés sur la base du montant total du contrat, mais seulement sur la base de la part du contrat qui est effectivement exécutée par cet établissement stable. Les bénéfices afférents à la part du contrat qui est exécutée par l'entreprise d'un Etat contractant dans cet Etat ne sont imposables que dans cet Etat.

5. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 7, les dépenses admises en déduction par la Lettonie ne comprennent que les dépenses qui seraient déductibles en vertu de la législation interne de cet Etat, si l'établissement stable était une entreprise distincte de Lettonie. Les dispositions de ce paragraphe ne s'appliquent que durant la période de dix années suivant immédiatement la date de prise d'effet de la Convention.

6. Les dispositions des articles 10 et 11 s'appliquent dans les conditions et limites prévues à ces articles, aux dividendes et aux intérêts payés à un résident d'un Etat contractant par une société ou un fonds d'investissement, créé et établi dans l'autre Etat contractant, où cette société ou fonds est exonéré des impôts visés au a i) ou au a ii) ou au b i) ou au b ii) du paragraphe 3 de l'article 2.

7. En ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 11, il est entendu qu'une personne est liée à une autre personne lorsque la première personne visée détient directement ou indi-

rectement un intérêt de plus de 50 pour cent dans l'autre personne ou lorsque une ou plusieurs personnes détiennent, directement ou indirectement, plus de 50 pour cent dans les deux personnes.

8. En ce qui concerne les paragraphes 2 et 3 de l'article 11, si dans une convention en vue d'éviter les doubles impositions -- ou dans un avenant à cette convention -- signé à compter de la date de signature de la présente Convention, entre la Lettonie et un Etat tiers qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques à la date de signature de la présente Convention, la Lettonie accepte exonérer les intérêts payés sur des prêts de toute nature accordés par une banque, ou accepte un taux d'imposition plus faible sur ces intérêts que celui prévu au paragraphe 2 de l'article 11, cette exemption ou ce taux plus faible s'appliquent automatiquement dans le cadre de la présente Convention comme s'ils étaient visés à l'article 11 avec effet à la date d'entrée en vigueur de cette convention ou de cet avenant conclu avec l'Etat tiers, selon les cas.

9. En ce qui concerne l'article 12, si dans une convention en vue d'éviter les doubles impositions -- ou dans un avenant à cette convention -- signé à compter de la date de signature de la présente Convention, entre la Lettonie et un Etat tiers qui est membre de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques à la date de signature de la présente Convention, la Lettonie accepte une définition des redevances qui exclut un droit ou un autre bien visé au paragraphe 3 de l'article 12 ou accepte d'exonérer de l'impôt letton sur les redevances les redevances provenant de Lettonie ou accepte des taux plus faibles d'impôt que ceux prévus au paragraphe 2, cette définition plus restrictive, cette exemption ou ces taux plus faibles s'appliquent automatiquement dans le cadre de la présente Convention comme s'ils étaient visés respectivement au paragraphe 3 ou au paragraphe 2 de l'article 12 avec effet à la date d'entrée en vigueur de cette convention ou de cet avenant conclu avec l'Etat tiers, selon les cas.

10. Les dispositions de l'article 16 s'appliquent aux revenus visés à l'article 62 du code général des impôts français, revenant à une personne physique qui est un résident de Lettonie, en sa qualité d'associé ou de gérant d'une société qui est un résident de France et qui y est soumise à l'impôt sur les sociétés.

11. En ce qui concerne le paragraphe 1 de l'article 24, il est entendu qu'une personne physique ou morale, société de personnes ou association qui est un résident d'un Etat contractant ne se trouve pas dans la même situation qu'une personne physique ou morale société de personnes ou association qui n'est pas un résident de cet Etat, même si, s'agissant des personnes morales, sociétés de personnes ou associations, ces entités sont considérées, en application du paragraphe 2 du même article, comme des nationaux de l'Etat contractant dont elles sont des résidents.

12. Les dispositions de la présente Convention n'empêchent en rien la France d'appliquer les dispositions de l'article 212 de son code général des impôts relatives à la sous-capitalisation ou d'autres dispositions analogues qui amenderaient ou remplaceraient celles de cet article.

13. a) Les autorités compétentes des Etats contractants peuvent régler conjointement ou séparément les modalités d'application de la présente Convention.

b) En particulier, pour obtenir dans un Etat contractant les avantages prévus aux articles 10, 11 et 12, les résidents de l'autre Etat contractant doivent, à moins que les autorités

compétentes n'en disposent autrement, présenter un formulaire d'attestation de résidence indiquant notamment la nature et le montant des revenus concernés, et comportant la certification des services fiscaux de cet autre Etat.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Paris le 14 avril 1997, en double exemplaire, en langues française et lettone, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République de Lettonie :

VALDIS BIRKAVS

[ LATVIAN TEXT — TEXTE LETTON ]

**FRANCIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS**  
**UN**  
**LATVIJAS REPUBLIKAS VALDĪBAS**  
**KONVENCIJA**  
**PAR NODOKĻU DUBULTĀS UZLIKŠANAS**  
**UN NODOKĻU NEMAKSĀŠANAS NOVĒRŠANU**  
**ATTIECĪBĀ UZ IENĀKUMA UN KAPITĀLA NODOKĻIEM**

Francijas Republikas valdība

un

Latvijas Republikas valdība,

vēlēdamās noslēgt konvenciju par nodokļu dubultās uzlikšanas un nodokļu nemaksāšanas novēršanu attiecībā uz ienākuma un kapitāla nodokļiem, vienojas:

## 1. PANTS

Personas, uz kurām attiecas Konvencija

Ši Konvencija attiecas uz personām, kas ir vienas Līgumslēdzējas Valsts vai abu Līgumslēdzēju Valstu rezidenti.

## 2. PANTS

Nodokļi, uz kuriem attiecas Konvencija

1. Ši Konvencija attiecas uz ienākuma un kapitāla nodokļiem, ko iekasē Līgumslēdzējas Valsts vai tās pašvaldību labā neatkarīgi no to iekasēšanas veida.

2. Par ienākuma un kapitāla nodokļiem uzskatāmi visi nodokļi, ar kuriem apliek kopējo ienākumu, visu kapitālu vai ienākuma vai kapitāla daļu, arī nodoklis, ar kuru apliek kustamā vai nekustamā īpašuma atsavināšanas rezultātā gūto ienākumu un kapitāla vērtības pieaugumu.

3. Esošie nodokļi, uz kuriem attiecas šī Konvencija, konkrēti ir:

a) Francijā:

- (i) ienākuma nodoklis ("l'impôt sur le revenu");
- (ii) uzņēmumu nodoklis ("l'impôt sur les sociétés");
- (iii) algas nodoklis ("la taxe sur les salaires");
- (iv) īpašuma nodoklis ("l'impôt de solidarité sur la fortune");  
(turpmāk - Francijas nodokļi);

b) Latvijā:

- (i) uzņēmumu ienākuma nodoklis;
- (ii) iedzīvotāju ienākuma nodoklis;
- (iii) īpašuma nodoklis;  
(turpmāk - Latvijas nodokļi).

4. Konvencija tiks piemērota arī jebkuriem identiskiem vai pēc būtības līdzīgiem nodokļiem, kuri tiks ieviesti pēc šīs Konvencijas parakstīšanas datuma, papildinot vai aizstājot esošos nodokļus. Abu Līgumslēdzēju Valstu kompetentajām iestādēm ir savstarpēji jāinformē viena otra par būtiskiem grozījumiem šo valstu attiecīgajos nodokļu likumdošanas aktos.

### 3.PANTS

#### Vispārīgās definīcijas

1. Ja no konteksta neizriet citādi, šajā Konvencijā:

- a) jēdzieni "Līgumslēdzēja Valsts" un "otra Līgumslēdzēja Valsts" atkarībā no konteksta nozīmē Franciju vai Latviju;
- b) jēdziens "Francija" nozīmē Francijas Republikas Eiropas vai aizjūras departamentus, arī tās teritoriālos ūdeņus un jebkuru apgabalu ārpus tās teritoriālajiem ūdeņiem, kurā saskaņā ar starptautiskajām tiesībām Francijas Republikai pieder suverēnās tiesības uz jūras un zemes dziļu dabas resursu pētišanu un izmantošanu;
- c) jēdziens "Latvija" nozīmē Latvijas Republiku, un, lietots ģeogrāfiskā nozīmē, tas apzīmē Latvijas Republikas teritoriju un jebkuru citu Latvijas Republikas teritoriālajiem ūdeņiem piegulošu teritoriju, kurā saskaņā ar Latvijas likumdošanas aktiem un starptautiskajām tiesībām var tikt īstenotas Latvijas tiesības uz jūras un zemes dziļiem un tur esošajiem dabas resursiem;
- d) jēdziens "persona" nozīmē fizisko personu, sabiedrību un jebkuru citu personu kopumu;
- e) jēdziens "sabiedrība" nozīmē jebkuru apvienotu veidojumu vai jebkuru vienību, kas nodokļu aplikšanas nolūkos tiek uzskatīta par apvienotu veidojumu;
- f) jēdzieni "Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums" un "otras Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums" attiecīgi nozīmē uzņēmumu, ko vada Līgumslēdzējas Valsts rezidents, un uzņēmumu, ko vada otras Līgumslēdzējas Valsts rezidents;
- g) jēdziens "starptautiskā satiksme" nozīmē jebkurus pārvadājumus ar jūras vai gaisa transportu, ko veic Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums, izņemot tos gadījumus, kad jūras vai gaisa transporta līdzekļi tiek izmantoti vienīgi otras Līgumslēdzējas Valsts iekšienē;

h) jēdziens "kompetentās iestādes" nozīmē:

- (i) Francijā - ministru, kura pārziņā ir budžets, vai viņa pilnvarotu pārstāvi;
- (ii) Latvijā - finanšu ministru vai viņa pilnvarotu pārstāvi.

2. Kas attiecas uz Konvencijas piemērošanu jebkurā laikā, Līgumslēdzēja Valsts lieto jebkuru jēdzienu, kas šeit nav definēts, tikai tādā nozīmē, ja vien no konteksta neizriet citādi, kādā tas tajā laikā lietots šīs valsts likumdošanas aktos, attiecībā uz nodokļiem, uz kuriem attiecas šī Konvencija, pie tam jebkuram jēdzienu skaidrojumam saskaņā ar piemērojamajiem nodokļu likumdošanas aktiem būs prioritāte pār šo jēdzienu skaidrojumiem saskaņā ar citiem šīs valsts likumdošanas aktiem.

#### 4.PANTS

##### Rezidents

1. a) Šajā Konvencijā jēdziens "Līgumslēdzējas Valsts rezidents" nozīmē jebkuru personu, kas saskaņā ar šīs valsts likumdošanas aktiem ir pakļauta aplikšanai ar nodokļiem, pamatojoties uz tās pastāvīgo dzīvesvietu, rezidenci, vadības atrašanās vietu, inkorporācijas (reģistrācijas) vietu vai pamatojoties uz jebkuru citu līdzīga rakstura kritēriju. Bet šis jēdziens neietver personas, kurām tiek uzlikti nodokļi šajā valstī tikai attiecībā uz to ienākumiem no šajā valstī esošajiem avotiem vai no šajā valstī izvietotā kapitāla;

b) Jēdziens "Līgumslēdzējas Valsts rezidents" ietver:

- (i) Līgumslēdzēju Valsti, tās pašvaldības un šīs valsts vai pašvaldību likumīgās institūcijas; un
- (ii) Attiecībā uz Franciju - jebkuru līgumsabiedrību vai personu grupu, kas saskaņā ar Francijas iekšzemes likumdošanas aktiem ir pakļauta tādai aplikšanai ar nodokļiem, kas pēc būtības ir līdzīga aplikšanai ar nodokļiem, kādai tiek pakļautas līgumsabiedrības, kuru faktiskās vadības atrašanās vieta ir Francijā, un kuras tur nav pakļautas aplikšanai ar uzņēmumu nodokli.

2. Ja saskaņā ar 1.punkta noteikumiem fiziskā persona ir abu Līgumslēdzēju Valstu rezidents, tās statuss tiks noteikts šādā veidā:

- a) šī persona tiks uzskatīta par rezidentu tajā valstī, kurā atrodas tās pastāvīgā dzīvesvieta; ja tās pastāvīgā dzīvesvieta ir abās valstīs, šī persona tiks uzskatīta par tās valsts rezidentu, ar kuru tai ir ciešākas personiskās vai ekonomiskās attiecības (*vitālo interešu centrs*);
- b) ja nav iespējams noteikt valsti, kurā šai personai ir vitālo interešu centrs, vai arī ja tai nav pastāvīgas dzīvesvietas nevienā no abām valstīm, šī persona tiks uzskatīta par tās valsts rezidentu, kura tai ir ierastā mītnes zeme;

- c) ja šai personai ierastā mītnes zeme ir abas valstis vai nav neviena no tām, tā tiks uzskatīta par tās Līgumslēdzējas Valsts rezidentu, kuras pilsonis ir šī persona;
  - d) ja šī persona ir abu valstu pilsonis vai nav nevienas šīs valsts pilsonis, Līgumslēdzēju Valstu kompetentās iestādes izšķir šo jautājumu, savstarpēji vienojoties.
3. Ja saskaņā ar 1.punkta nosacījumiem persona, kas nav fiziskā persona, ir abu Līgumslēdzēju Valstu rezidents, Līgumslēdzēju Valstu kompetento iestāžu pienākums ir, savstarpēji vienojoties, censties atrisināt šo jautājumu, pamatojoties uz attiecīgās personas faktiskās vadības atrašanās vietu, inkorporācijas (reģistrācijas) vietu vai vietu, kurā tā ir izveidota, kā arī jebkuru citu svarīgu faktoru. Ja šādas vienošanās nav, šī persona netiks uzskatīta par vienas vai otras Līgumslēdzējas Valsts rezidentu attiecībā uz kuru ir piemērojami atvieglojumi saskaņā ar šo Konvenciju.

## 5.PANTS

### Pastāvīgā pārstāvniecība

1. Šajā Konvencijā jēdziens "pastāvīgā pārstāvniecība" nozīmē noteiktu vietu, kur uzņēmumi pilnīgi vai daļēji veic uzņēmējdarbību.
2. Jēdziens "pastāvīgā pārstāvniecība" ietver:
  - a) uzņēmuma vadības atrašanās vietu;
  - b) filiāli;
  - c) kantori;
  - d) fabriku;
  - e) darbnīcu; un
  - f) šahtu, naftas vai gāzes ieguves vietu, akmeņlauztuves vai jebkuru citu dabas resursu ieguves vietu.
3. a) Būvlaukums, celtniecības, montāžas vai instalācijas projekts tiks uzskatīts par pastāvīgo pārstāvniecību tikai tad, ja tas notiek ilgāk nekā divpadsmit mēnešus;

- b) Tomēr būvlaukums, celtniecības, montāžas vai instalācijas projekts, kas uzsākts desmit gadu ilgā laika posmā tūlīt pēc dienas, kurā uzsākta šīs Konvencijas piemērošana, tiks uzskatīts par pastāvīgo pārstāvniecību tikai tad, ja tas notiek ilgāk nekā sešus mēnešus. Pēc šī desmit gadu ilgā laika posma tiks piemēroti tikai a) apakšpunkta noteikumi.

4. Neatkarīgi no šā panta iepriekšējo punktu noteikumiem jēdziens "pastāvīgā pārstāvniecība" neietver:

- a) ēku un iekārtu izmantošanu tikai un vienīgi uzņēmumam piederošo preču vai izstrādājumu uzglabāšanai, demonstrēšanai vai piegādēm;
- b) uzņēmumam piederošos preču vai izstrādājumu krājumus, kas paredzēti tikai un vienīgi uzglabāšanai, demonstrēšanai vai piegādēm;
- c) uzņēmumam piederošos preču vai izstrādājumu krājumus, kas paredzēti tikai un vienīgi pārstrādei citā uzņēmumā;
- d) pastāvīgu darbības vietu, kas paredzēta tikai un vienīgi preču vai izstrādājumu iepirkšanai vai informācijas vākšanai uzņēmuma vajadzībām;
- e) pastāvīgu darbības vietu, kas paredzēta tikai un vienīgi tam, lai veiktu uzņēmuma vajadzībām jebkādu citus priekšdarbus vai palīgdarbību;
- f) pastāvīgu darbības vietu, kas paredzēta tikai un vienīgi tam, lai veiktu no a) līdz e) apakšpunktā minētās darbības jebkādā to kombinācijā ar nosacījumu, ka kopējam darbības veidam ir priekšdarbu vai palīgdarbības raksturs.

5. Neatkarīgi no 1. un 2.punkta noteikumiem, ja persona, uz kuru neattiecas 6. punktā minētais neatkarīgā aģenta statuss, darbojas uzņēmuma labā un parasti izmanto tai piešķirtās pilnvaras noslēgt līgumus šā uzņēmuma vārdā Līgumslēdzējā Valstī, tiks uzskatīts, ka šim uzņēmumam ir pastāvīgā pārstāvniecība šajā valstī attiecībā uz jebkuru šīs personas šajā valstī uzņēmuma labā veikto darbību, izņemot gadījumus, kad pastāvīgo darbības vietu, kuru izmanto šī persona, veicot 4.punktā minēto darbību, nevar uzskatīt par pastāvīgo pārstāvniecību saskaņā ar 4.punkta noteikumiem.

6. Tiks uzskatīts, ka uzņēmumam nav pastāvīgās pārstāvniecības Līgumslēdzējā Valstī, ja uzņēmums veic uzņēmējdarbību šajā valstī, vienīgi izmantojot starpnieku, tirdzniecības aģentu vai jebkuru citu neatkarīgu aģentu, ar nosacījumu, ka šīs personas veic savu parasto uzņēmējdarbību. Tomēr, ja šāda aģenta darbība pilnīgi vai gandrīz pilnīgi tiek veikta uzņēmuma labā, un ja darījumi starp šo aģentu un uzņēmumu atšķiras no darījumiem, kādi tiktu veikti neatkarīgu personu starpā, šādu aģentu nevar uzskatīt par neatkarīgu aģentu šajā punktā minētajā nozīmē; šādā gadījumā ir jāpiemēro 5. punkta noteikumi.

7. Fakts, ka sabiedrība - Līgumslēdzēja Valsts rezidents kontrolē sabiedrību, kura ir otras Līgumslēdzēja Valsts rezidents vai kura veic uzņēmējdarbību šajā otrā valstī (izmantojot pastāvīgo pārstāvniecību vai kādā citā veidā), vai ir pakļauta šādas sabiedrības kontrolei, pats par sevi nepārvērš vienu no šīm sabiedrībām par otras sabiedrības pastāvīgo pārstāvniecību.

## 6.PANTS

### Ienākums no nekustamā īpašuma

1. Ienākumus no nekustamā īpašuma (arī ienākumus no lauksaimniecības un mežkopības), var aplikt ar nodokļiem tajā Līgumslēdzējā Valstī, kurā atrodas nekustamais īpašums.
2. Jēdzienam "nekustamais īpašums" būs tāda nozīme, kāda tam ir tās Līgumslēdzēja Valsts likumdošanas aktos, kurā atrodas minētais īpašums. Jebkurā gadījumā šis jēdziens tiks lietots, lai apzīmētu nekustamajam īpašumam piederīgu īpašumu, mājlopus un iekārtas, ko lieto lauksaimniecībā un mežkopībā; tiesības, uz kurām attiecas vispārējās likumdošanas noteikumi par zemei piesaistīto nekustamo īpašumu; nekustamā īpašuma uzufriktu (lietošanas tiesības) un tiesības uz mainīga lieluma vai pastāvīgiem maksājumiem par tiesībām izmantot derīgos izrakteņus, avotus un citus dabas resursus vai par to izmantošanu. Par nekustamo īpašumu netiks uzskatīti kuģi, liellaivas un lidmašīnas.
3. 1. punkta noteikumi tiks piemēroti attiecībā uz ienākumu no nekustamā īpašuma tiešas izmantošanas, izīrēšanas, iznomāšanas vai izmantošanas citā veidā.
4. 1.un 3.punkta noteikumi tiks piemēroti arī attiecībā uz ienākumu no uzņēmuma nekustamā īpašuma, kā arī attiecībā uz ienākumu no nekustamā īpašuma, kas tiek izmantots neatkarīgu individuālu pakalpojumu sniegšanai.
5. Ja sabiedrības, trasta vai cita līdzīga institūta akcijas vai citas tiesības dod iespēju izmantot Līgumslēdzējā Valstī esošu, sabiedrības, trasta vai cita līdzīga institūta pārvaldītu nekustamo īpašumu, tad, neatkarīgi no 7. un 14. panta noteikumiem, ienākums no šīs iespējas tiešas izmantošanas, iznomāšanas vai lietošanas kādā citā veidā var tikt aplikts ar nodokļiem šajā Līgumslēdzējā Valstī.

## 7.PANTS

### Uzņēmējdarbības peļņa

1. Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma peļņa tiks aplikta ar nodokļiem tikai šajā valstī, izņemot gadījumus, kad uzņēmums veic uzņēmējdarbību otrā Līgumslēdzējā Valstī, izmantojot tur esošo pastāvīgo pārstāvniecību. Ja uzņēmums veic uzņēmējdarbību minētajā veidā, uzņēmuma peļņu var aplikt ar nodokļiem otrā Līgumslēdzējā Valstī, bet tikai to peļņas daļu, ko var attiecināt uz šo pastāvīgo pārstāvniecību.

2. Saskaņā ar 3.punkta noteikumiem, ja Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums veic uzņēmējdarbību otrā Līgumslēdzējā Valstī, izmantojot tur esošo pastāvīgo pārstāvniecību, katrā Līgumslēdzējā Valstī uz šo pastāvīgo pārstāvniecību attiecināms tāds peļņas daudzums, kādu tā varētu gūt, ja nepārprotami būtu atsevišķs uzņēmums, kas veic tādu pašu vai līdzīgu uzņēmējdarbību tādos pašos vai līdzīgos apstākļos un darbojas pilnīgi neatkarīgi no uzņēmuma, kurš izmanto šo pastāvīgo pārstāvniecību.

3. Nosakot pastāvīgās pārstāvniecības peļņu, tiks pieļauta pastāvīgās pārstāvniecības izdevumu, kādi radušies tās vajadzībām, atskaitīšana no summas, kuru apliek ar nodokļiem, ieskaitot pārstāvniecības operatīvos un vispārējos administratīvos izdevumus, kas radušies vai nu valstī, kur atrodas pastāvīgā pārstāvniecība, vai citur.

4. Ja Līgumslēdzējā Valstī peļņu, kas attiecināma uz pastāvīgo pārstāvniecību, nosaka, uzņēmuma kopīgo peļņu proporcionāli sadalot starp tā struktūrvienībām, 2.punkts neaizliedz Līgumslēdzējai Valstij kā parasti noteikt apliekamās peļņas daļu pēc šā principa; tomēr šī sadales metode jālieto tā, lai rezultāts atbilstu šajā pantā ietvertajiem principiem.

5. Uz pastāvīgo pārstāvniecību netiks attiecināta peļņa tikai tāpēc vien, ka tā ir iegādājusies sava uzņēmuma vajadzībām preces vai izstrādājumus.

6. Šī panta iepriekšējo punktu piemērošanas nolūkā peļņa, ko attiecina uz pastāvīgo pārstāvniecību, katru gadu ir jānosaka ar vienu un to pašu metodi, izņemot gadījumus, kad ir pietiekams pamats rīkoties citādi.

7. Ja peļņā ir ietverti citos šīs Konvencijas pantos atsevišķi aplūkoti ienākuma veidi, šā panta noteikumi neietekmēs šo citu pantu noteikumus.

## 8.PANTS

### Jūras un gaisa transports

1. Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma peļņa no jūras vai gaisa transporta līdzekļu izmantošanas starptautiskajā satiksmē tiks aplikta ar nodokļiem tikai šajā valstī. Šī peļņa ietver arī peļņu, ko šāds uzņēmums gūst no kuģu un lidmašīnu iznomāšanas bez apkalpes un apgādes, vai no konteineru lietošanas, uzturēšanas vai iznomāšanas gadījumos, kad šāda darbība notiek papildus šī uzņēmuma jūras vai gaisa transporta līdzekļu izmantošanai starptautiskajā satiksmē.

2. Šī panta 1. punkta noteikumi attiecas arī uz peļņu, kas gūta no piedalīšanās pulā, kopējā uzņēmējdarbībā vai starptautiskās satiksmes transporta uzņēmumā.

## 9.PANTS

### Saistītie uzņēmumi

1. Gadījumos, kad:

- a) Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums tieši vai netieši piedalās otras Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma vadībā vai kontrolē vai tam pieder daļa no šī uzņēmuma kapitāla; vai
- b) vienas un tās pašas personas tieši vai netieši piedalās Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma vadībā vai kontrolē vai tām pieder daļa kapitāla šajā uzņēmumā un vienlaikus - citā otras Līgumslēdzējas Valsts uzņēmumā,

un šo divu uzņēmumu komerciālās un finansu attiecības tiek veidotas vai nodibinātas pēc noteikumiem, kas atšķiras no tiem noteikumiem, kuri būtu spēkā starp diviem neatkarīgiem (savstarpēji nesaistītiem) uzņēmumiem, tad jebkura peļņa, kura veidotos vienam no uzņēmumiem, bet iepriekšminēto izveidoto noteikumu ietekmē nav izveidojusies, var tikt iekļauta šā uzņēmuma peļņā un atbilstoši aplikta ar nodokļiem.

2. Ja Līgumslēdzēja Valsts iekļauj šīs valsts uzņēmuma peļņā un attiecīgi apliek ar nodokļiem to peļņu, attiecībā uz kuru otras Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums ir ticis aplikts ar nodokļiem šajā otrā valstī, un šī iekļautā peļņa ir tāda peļņa, kuru būtu guvis pirmās Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums, ja attiecības starp šiem diviem uzņēmumiem būtu bijušas tādas, kādas pastāvētu starp diviem pilnīgi neatkarīgiem uzņēmumiem, tad otrai valstij ir jāizdara atbilstošas korektīvas attiecībā uz nodokļa lielumu, ar kuru tiek aplikta šī peļņa otrā valstī, ja viņa šīs korektīvas uzskata par attaisnotām. Nosakot šīs korektīvas, jāņem vērā citi šīs Konvencijas noteikumi un, ja nepieciešams, jāriko Līgumslēdzēju Valstu kompetento iestāžu savstarpējas konsultācijas.

## 10. PANTS

### Dividendes

1. Dividendes, ko sabiedrība - Līgumslēdzējas Valsts rezidents izmaksā otras Līgumslēdzējas Valsts rezidentam, var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.

2. Tomēr šīs dividendes var arī aplikt ar nodokļiem atbilstoši attiecīgās valsts likumdošanas aktiem tajā Līgumslēdzējā Valstī, kuras rezidents ir sabiedrība, kas izmaksā dividendes; ja dividenžu saņēmējs ir šo dividenžu īstenais īpašnieks, nodoklis nedrīkst pārsniegt:

- a) 5 procentus no dividenžu kopapjoma, ja dividenžu īstenais īpašnieks ir tāda sabiedrība, kas:
  - (i) tieši pārvalda vismaz 10 procentus no kapitāla sabiedrībā, kura izmaksā dividendes, ja sabiedrība, kas izmaksā dividendes ir Latvijas rezidents;
  - (ii) tieši vai netieši pārvalda vismaz 10 procentus no kapitāla sabiedrībā, kura izmaksā dividendes, ja sabiedrība, kas izmaksā dividendes ir Francijas rezidents;
- b) 15 procentus no dividenžu kopapjoma visos pārējos gadījumos.

Ši panta noteikumi neietekmēs sabiedrības aplikšanu ar nodokļiem attiecībā uz peļņu, no kuras tiek izmaksātas dividendes.

- 3. a) Latvijas rezidentam - dividenžu īstebniekam, kurš saņem no sabiedrības, kas ir Francijas rezidents, tādas dividendes, kuras, gadījumā, ja to saņēmējs būtu Francijas rezidents, dotu šim Francijas rezidentam tiesības uz nodokļa kredīta (samazinājuma) ("avoir fiscal") izmantošanu, Francijas finanšu ministrija, ievērojot 2. punkta b) apakšpunkta noteikumus par nodokļa ieturēšanu, dod tiesības saņemt maksājumu, kas ir vienlīdzīgs šī nodokļu kredīta (samazinājuma) ("avoir fiscal") lielumam.
- b) a) apakšpunkta noteikumi tiks piemēroti tikai attiecībā uz tādu Latvijas rezidentu kurš ir :
  - (i) fiziska persona; vai
  - (ii) sabiedrība, kas tieši vai netieši nepārvalda vismaz 10 procentus no kapitāla sabiedrībā, kura izmaksā dividendes;
- c) a) apakšpunkta noteikumi tiks piemēroti tikai tad, ja dividenžu īstenais īpašnieks:
  - (i) ir pakļauts aplikšanai ar Latvijas nodokļiem pēc pamatlikmes attiecībā uz šādām dividendēm un maksājumiem no Francijas finanšu ministrijas, un

(ii) kad to pieprasa Francijas nodokļu administrācija, pierāda, ka viņš ir līdzdalības, sakarā ar kuru tiek izmaksātas dividendes, īpašnieks, un ka šādas līdzdalības izveidošanas galvenais nolūks vai viens no galvenajiem nolūkiem nav bijis atļaut citai personai, neatkarīgi no tā vai šī persona ir Līgumslēdzējas Valsts rezidents vai nav, izmantot a) apakšpunktā noteiktās priekšrocības;

d) Šis Konvencijas piemērošanai a) apakšpunktā noteiktais Francijas finanšu ministrijas maksājuma kopapjoms tiks uzskatīts par dividendi.

4. Ja vien Latvijas rezidentam, kurš saņem dividendes no sabiedrības, kura ir Francijas rezidents, netiek dotas tiesības saņemt Francijas finanšu ministrijas maksājumu saskaņā ar 3. punkta noteikumiem, tad Latvijas rezidents, kurš saņem dividendes no sabiedrības, kura ir Francijas rezidents, var saņemt avansā samaksātā nodokļa (precompte) atmaksu tādā apmērā, kādā sabiedrība -- Francijas rezidents, kas izmaksā dividendes, to faktiski ir samaksājusi attiecībā uz šīm dividendēm. Avansā samaksātā nodokļa (precompte) atmaksas kopējums šīs Konvencijas piemērošanai tiks uzskatīts par dividendi. Tas tiks aplikts ar nodokļiem Francijā saskaņā ar 2. punkta noteikumiem.

5. Jēdziens "dividendes" šajā pantā apzīmē ienākumu no akcijām, "jouissance" akcijām (dod tiesības uz sabiedrības īpašuma daļu tās likvidācijas gadījumā) vai "jouissance" tiesībām (tiesības piedalīties sabiedrības peļņas sadalē, neatbildot par sabiedrības saistībām), raktuvju akcijām, dibinātāju akcijām vai citām tiesībām piedalīties peļņas sadalē, kas nav parāda prasības, kā arī ienākumu, kurš tiek uzskatīts par sadalīto peļņu saskaņā ar tās Līgumslēdzējas Valsts, kuras rezidents ir sabiedrība, kas veic ienākuma sadali, nodokļu likumdošanas aktiem. Tiek saprasts, ka jēdziens "dividendes" neietver 16. pantā minēto ienākumu.

6. Šī panta 1., 2., 3. un 4. punkta noteikumi netiks piemēroti, ja dividenžu īstena īpašnieks, būdams Līgumslēdzējas Valsts rezidents, veic uzņēmējdarbību otrā Līgumslēdzējā Valstī, izmantojot tur esošo pastāvīgo pārstāvniecību, vai arī sniedz otrā valstī neatkarīgus individuālos pakalpojumus, izmantojot tur izvietoto pastāvīgo bāzi, ja sabiedrība, kura izmaksā dividendes, ir šīs otras valsts rezidents un ja līdzdalība, par kuru tiek izmaksātas dividendes, ir faktiski saistīta ar pastāvīgo pārstāvniecību vai pastāvīgo bāzi. Šajā gadījumā atbilstoši apstākļiem piemērojami 7. vai 14. panta noteikumi.

7. Ja sabiedrība - Līgumslēdzējas Valsts rezidents gūst peļņu vai ienākumus no otras Līgumslēdzējas Valsts, šī otra valsts nedrīkst nedz aplikēt ar jebkādu nodokli šīs sabiedrības izmaksātās dividendes, izņemot gadījumus, kad dividendes tiek izmaksātas šīs otras valsts rezidentam vai kad līdzdalība, par kuru tiek izmaksātas dividendes, ir faktiski saistīta ar pastāvīgo pārstāvniecību vai pastāvīgo bāzi, kas atrodas otrā valstī, nedz arī aplikēt ar nesadalītās peļņas nodokli sabiedrības nesadalīto peļņu pat tādā gadījumā, ja izmaksātās dividendes vai nesadalītā peļņa pilnīgi vai daļēji sastāv no otrā valstī gūtās peļņas vai ienākuma.

## 11.PANTS

### Procenti

1. Procentus, kas rodas Līgumslēdzējā Valstī un tiek izmaksāti otras Līgumslēdzējas Valsts rezidentam, var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.

2. Tomēr šos procentus var arī aplikt ar nodokļiem atbilstoši attiecīgās valsts likumdošanas aktiem tajā Līgumslēdzējā Valstī, kurā tie rodas. Ja procentu saņēmējs ir šo procentu īstenais īpašnieks, nodoklis nedrīkst pārsniegt 10 procentus no šo procentu kopapjoma.

3. Neatkarīgi no 2.punkta noteikumiem procenti, kas ir minēti 1. punktā, tiks aplikti ar nodokļiem tikai tajā Līgumslēdzējā Valstī, kuras rezidents ir šo procentu saņēmējs, ja šāds procentu saņēmējs ir to īstenais īpašnieks, un:

a) šo procentu saņēmēja ir Līgumslēdzēja Valsts, tās centrālā banka vai šis valsts pašvaldība; vai

b) šie procenti tiek maksāti par jebkādu parāda prasību vai aizdevumu, ko garantējusi vai apdrošinājusi Līgumslēdzēja Valsts, tās centrālā banka vai pašvaldība; vai Francijas gadījumā - "Compagnie Francaise d'Assurance du Commerce Exterieur" (COFACE); vai Latvijas gadījumā - Valsts akciju sabiedrība "Latvijas eksportkredits"; vai jebkāda cita organizācija, kas ir izveidota jebkurā Līgumslēdzējā Valstī pēc šīs Konvencijas parakstīšanas dienas un kura darbojas valsts finansēšanas vai ārējās tirdzniecības garantēšanas jomā, un par ko savstarpējās saskaņošanas ceļā ir vienojušās abu valstu kompetentās iestādes; vai

c) procentu saņēmējs ir šis valsts uzņēmums, un šie procenti tiek maksāti par parādsaistībām, kas izveidojušās sakarā ar ražošanas, tirdzniecības vai zinātnisku iekārtu vai preču pārdošanu uz kredīta citam uzņēmumam, izņemot pārdošanu vai parādsaistības starp saistītām personām.

4. Šajā pantā lietotais jēdziens "procenti" apzīmē ienākumu no jebkāda veida parāda prasībām neatkarīgi no to nodrošinājuma ar hipotēkas garantiju, un ar vai bez tiesībām piedalīties parādnieka peļņas sadalē, jo sevišķi ienākumu no valdības vērtspapīriem, ienākumu no obligācijām un parādzimēm, ieskaitot prēmijas un balvas par šiem vērtspapīriem, obligācijām vai parādzimēm. Soda naudas, kas saņemtas par procentu neizmaksu laikā, netiks uzskatītas par procentiem, uz kuriem attiecas šis pants. Jēdziens "procenti" neietver jebkāda veida ienākumu, kas tiek uzskatīts par dividendi saskaņā ar 10. panta noteikumiem.

5. Šī panta 1., 2. un 3.punkta noteikumi netiks piemēroti, ja procentu īstenais īpašnieks, būdams Līgumslēdzējas Valsts rezidents, veic uzņēmējdarbību otrā Līgumslēdzējā Valstī, kurā rodas šie procenti, izmantojot tur esošo pastāvīgo pārstāvniecību, vai arī sniedz šajā otrā valstī neatkarīgus individuālos pakalpojumus, izmantojot tur izvietoto pastāvīgo bāzi, un parāda prasības, uz kuru

pamata tiek maksāti procenti, ir faktiski saistītas ar šo pastāvīgo pārstāvniecību vai pastāvīgo bāzi. Šajā gadījumā atbilstoši apstākļiem ir piemērojami 7. vai 14. panta noteikumi.

6. Ja procentu maksātājs ir Līgumslēdzējas Valsts rezidents, tiks uzskatīts, ka procenti rodas šajā valstī. Tomēr, ja persona, kas izmaksā procentus, neatkarīgi no tā, vai šī persona ir Līgumslēdzējas Valsts rezidents vai nav, izmanto Līgumslēdzējā Valstī esošo pastāvīgo pārstāvniecību vai tur izvietoto pastāvīgo bāzi, sakarā ar kuru radušās parādsaistības, par kurām tiek maksāti procenti, un šos procentus izmaksā (sedz) pastāvīgā pārstāvniecība vai pastāvīgā bāze, tiks uzskatīts, ka šie procenti rodas tajā valstī, kurā atrodas pastāvīgā pārstāvniecība vai pastāvīgā bāze.

7. Ja sakarā ar īpašām attiecībām starp procentu maksātāju un procentu īsteno īpašnieku vai starp viņiem abiem un kādu trešo personu, procentu summa, kas attiecas uz parāda prasībām, uz kuru pamata tā tiek izmaksāta, pārsniedz summu, par kādu būtu varējuši vienoties procentu maksātājs un procentu īstena īpašnieks, ja starp viņiem nebūtu minēto īpašo attiecību, tad šā panta noteikumi tiks piemēroti tikai attiecībā uz pēdējo minēto summu. Šajā gadījumā atlikusī maksājumu daļa tiks aplikta ar nodokļiem atbilstoši katras Līgumslēdzējas Valsts likumdošanas aktiem ar nosacījumu, ka tiek ievēroti pārējie šīs Konvencijas noteikumi.

## 12.PANTS

### Autoratlīdzība

1. Autoratlīdzību, kas rodas Līgumslēdzējā Valstī un tiek izmaksāta otras Līgumslēdzējas Valsts rezidentam, var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.

2. Tomēr autoratlīdzību var arī aplikt ar nodokļiem atbilstoši attiecīgās valsts likumdošanas aktiem tajā Līgumslēdzējā Valstī, kurā tā rodas. Ja autoratlīdzības saņēmējs ir šīs autoratlīdzības īstena īpašnieks, nodoklis nedrīkst pārsniegt:

a) 5 procentus no autoratlīdzības kopapjoma par ražošanas, tirdzniecības vai zinātnisko iekārtu izmantošanu;

b) 10 procentus no autoratlīdzības kopapjoma visos pārējos gadījumos.

3. Jēdziens "autoratlīdzība" šajā pantā apzīmē jebkāda veida maksājumus, ko saņem kā atlīdzību par jebkuru autortiesību izmantošanu vai par tiesībām izmantot autortiesības uz literāru, zinātnisku vai mākslas darbu (ieskaitot kinofilmas, kā arī televīzijas filmas, ierakstus televīzijas un radio pārraidēm), uz jebkuru patentu, firmas zīmi, dizainu vai modeli, plānu, slepenu formulu vai procesu, vai par tiesībām izmantot ražošanas, tirdzniecības vai zinātniskas iekārtas, vai par to izmantošanu, vai par informāciju attiecībā uz ražošanas, tirdzniecības vai zinātnisku darbību un iegūto pieredzi.

4. Ši panta 1. un 2.punkta noteikumi netiks piemēroti, ja šo autoratlīdzību īstēnais īpašnieks, būdams Līgumslēdzējas Valsts rezidents, veic uzņēmējdarbību otrā Līgumslēdzējā Valstī, kurā rodas autoratlīdzība, izmantojot tur esošo pastāvīgo pārstāvniecību, vai sniedz šajā otrā valstī neatkarīgus individuālos pakalpojumus, izmantojot tur izvietoto pastāvīgo bāzi, un ja tiesības vai īpašums, par kuriem tiek maksāta autoratlīdzība, ir faktiski saistīti ar šo pastāvīgo pārstāvniecību vai pastāvīgo bāzi. Šajā gadījumā atbilstoši apstākļiem piemērojami 7. vai 14.panta noteikumi.

5. Ja autoratlīdzības maksātājs ir Līgumslēdzējas Valsts rezidents, tiks uzskatīts, ka autoratlīdzība rodas šajā valstī. Tomēr, ja persona, kas izmaksā autoratlīdzību, neatkarīgi no tā, vai šī persona ir Līgumslēdzējas Valsts rezidents vai nav, izmanto Līgumslēdzējā Valstī esošo pastāvīgo pārstāvniecību vai tur izvietoto pastāvīgo bāzi, sakarā ar kuru radušās saistības izmaksāt autoratlīdzību, un šo autoratlīdzību izmaksā (sedz) pastāvīgā pārstāvniecība vai pastāvīgā bāze, tiks uzskatīts, ka autoratlīdzība rodas tajā valstī, kurā atrodas pastāvīgā pārstāvniecība vai pastāvīgā bāze.

6. Ja sakarā ar īpašām attiecībām starp autoratlīdzības maksātāju un autoratlīdzības īsteno īpašnieku vai starp viņiem abiem un kādu trešo personu autoratlīdzības summa, kas attiecas uz tiesībām, izmantošanu vai informāciju, pārsniedz autoratlīdzības summu, par kādu būtu varējuši vienoties maksātājs un īstēnais īpašnieks, ja starp viņiem nebūtu minēto īpašo attiecību, tad šā panta noteikumi tiks piemēroti tikai attiecībā uz pēdējo minēto summu. Šajā gadījumā maksājumu daļa, kas pārsniedz šo summu, tiks aplikta ar nodokļiem atbilstoši katras Līgumslēdzējas Valsts likumdošanas aktiem ar nosacījumu, ka tiks ievēroti pārējie šīs Konvencijas noteikumi.

### 13.PANTS

#### Kapitāla pieaugums

1. a) Kapitāla pieaugumu, kas gūts, atsavinot 6. pantā minēto nekustamo īpašumu, var aplikt ar nodokļiem tajā Līgumslēdzējā Valstī, kurā atrodas šis nekustamais īpašums;
- b) Kapitāla pieaugumu, kas gūts par sabiedrības, trasta vai citas līdzīgas institūcijas, kuras aktīvi galvenokārt, tieši vai caur līdzdalību vienā vai vairākās sabiedrībās, trastos vai citās līdzīgās institūcijās, sastāv no 6. pantā minētā Līgumslēdzējā Valstī esošā nekustamā īpašuma, vai ar šādu nekustamo īpašumu sastītām tiesībām, akciju vai citu tiesību atsavināšanu, var aplikt ar nodokļiem šajā Valstī, ja saskaņā ar šīs valsts likumdošanas aktiem minētais kapitāla pieaugums tiek aplikts ar nodokļiem tādā pat veidā, kā kapitāla pieaugums, kas gūts par nekustamā īpašuma atsavināšanu.

2. Kapitāla pieaugumu, kas gūts, atsavinot kustamo īpašumu, kurš ir pastāvīgās pārstāvniecības, ko vienas Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums izmanto otrā Līgumslēdzējā Valstī, komercīpašuma daļa, vai arī kapitāla pieaugumu, kas gūts atsavinot kustamo īpašumu, kas piederīgs Līgumslēdzējas Valsts rezidenta pastāvīgai bāzei, kas izveidota otrā Līgumslēdzējā Valstī neatkarīgo individuālo pakalpojumu sniegšanai, ieskaitot arī kapitāla pieaugumu, kas gūts, atsavinot šādu pastāvīgo pārstāvniecību (atsevišķi vai kopā ar visu uzņēmumu) vai šādu pastāvīgo bāzi, var aplikt ar nodokļiem otrā Līgumslēdzējā Valstī.

3. Kapitāla pieaugumu, ko gūst Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums, atsavinot šī uzņēmuma starptautiskajā satiksmē izmantotos jūras vai gaisa transporta līdzekļus vai atsavinot kustamo īpašumu, kas ir saistīts ar šo jūras vai gaisa transporta līdzekļu izmantošanu, apliek ar nodokļiem tikai šajā valstī.

4. Kapitāla pieaugumu, kas gūts, atsavinot īpašumu, kāds nav minēts 1., 2. un 3. punktā, apliek ar nodokļiem tikai tajā Līgumslēdzējā Valstī, kuras rezidents ir šā īpašuma atsavinātājs.

#### 14.PANTS

##### Neatkarīgie individuālie pakalpojumi

1. Līgumslēdzējas Valsts rezidenta ienākumi, kas gūti, sniedzot profesionālus pakalpojumus vai veicot cita veida neatkarīgu darbību, tiks aplikti ar nodokļiem tikai šajā valstī, izņemot gadījumus, kad šī persona savas darbības vajadzībām izmanto regulāri pieejamu pastāvīgo bāzi otrā Līgumslēdzējā Valstī. Ja tiek izmantota šāda pastāvīgā bāze, ienākumus var aplikt ar nodokļiem arī otrā Valstī, bet tikai tik lielā mērā, kādā šie ienākumi ir attiecināmi uz šo pastāvīgo bāzi. Šajā sakarā tiks uzskatīts, ka fiziskā persona izmanto regulāri pieejamu pastāvīgo bāzi otrā Līgumslēdzējā Valstī, ja fiziskā persona - Līgumslēdzējas Valsts rezidents uzturas otrā Līgumslēdzējā Valstī laika posmu vai laika posmus, kuri kopumā pārsniedz 183 dienas jebkurā 12 mēnešu periodā, kas sākas vai beidzas attiecīgajā finansu gadā, šajā gadījumā ienākums, ko tā guvusi par otrā valstī veiktajām iepriekšminētajām darbībām, tiks attiecināts uz šo pastāvīgo bāzi.

2. Jēdziens "profesionālie pakalpojumi" ietver neatkarīgu zinātnisko, literāro, māksliniecisko, izglītojošo vai pedagoģisko darbību, kā arī neatkarīgu ārsta, jurista, inženiera, arhitekta, zobārsta un grāmatveža darbību.

## 15.PANTS

### Atkarīgie individuālie pakalpojumi

1. Saskaņā ar 16., 18. un 19. panta noteikumiem darba alga, izpeļņa un cita līdzīga veida atlīdzība, ko Līgumslēdzējas Valsts rezidents saņem par algotu darbu, tiks aplikta ar nodokļiem tikai šajā valstī, ja vien algotais darbs netiek veikts otrā Līgumslēdzējā Valstī. Ja algotais darbs tiek veikts otrā Līgumslēdzējā Valstī, par to saņemto atlīdzību var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.

2. Neatkarīgi no 1.punkta noteikumiem atlīdzība, kuru Līgumslēdzējas Valsts rezidents saņem par algotu darbu, kas tiek veikts otrā Līgumslēdzējā Valstī, tiks aplikta ar nodokļiem tikai pirmajā minētajā valstī, ja:

- a) atlīdzības saņēmējs uzturas otrā valstī laika posmu vai laika posmus, kas kopumā nepārsniedz 183 dienas jebkurā 12 mēnešu periodā, kas sākas vai beidzas attiecīgajā finansu gadā; un
- b) atlīdzību maksā darba devējs, kas nav otras valsts rezidents, vai cita persona tāda darba devēja labā; un
- c) atlīdzību neizmaksā (nesedz) pastāvīgā pārstāvniecība vai pastāvīgā bāze, ko darba devējs izmanto otrā valstī.

3. Neatkarīgi no šā panta iepriekšējo punktu noteikumiem atlīdzību, kas ir saņemta par algotu darbu, kas veikts, strādājot uz Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma starptautiskajā satiksmē izmantota jūras vai gaisa transporta līdzekļa, var aplikt ar nodokļiem šajā valstī.

## 16.PANTS

### Direktoru atalgojums

Direktoru atalgojumu un citus līdzīgus maksājumus, ko saņem Līgumslēdzējas Valsts rezidents kā direktoru vai uzraudzības padomes loceklis sabiedrībā, kas ir otras Līgumslēdzējas Valsts rezidents, var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.

## 17.PANTS

### Mākslinieki un sportisti

1. Neatkarīgi no 14. un 15.panta noteikumiem ienākumus, ko Līgumslēdzējas Valsts rezidents gūst kā izpildītājmākslinieks, piemēram, kā teātra, kino, radio vai televīzijas aktieris, kā mūziķis, vai arī kā sportists par savu individuālo darbību otrā Līgumslēdzējā Valstī, var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.

2. Ja mākslinieka vai sportista ienākumi par viņa individuālo darbību attiecīgajā jomā tiek maksāti nevis pašam māksliniekam vai sportistam, bet citai personai, kura ir vai nav jebkuras Līgumslēdzējas Valsts rezidents, tad neatkarīgi no 7., 14. un 15. panta noteikumiem šos ienākumus var aplikt ar nodokļiem tajā Līgumslēdzējā Valstī, kurā tiek veikta izpildītājmākslinieka vai sportista darbība.

3. Neatkarīgi no 1. punkta noteikumiem ienākumi, ko Līgumslēdzējas Valsts rezidents gūst kā mākslinieks vai sportists par otrā Līgumslēdzējā Valstī veikto individuālo darbību, tiks aplikti ar nodokļiem tikai pirmajā minētajā valstī, ja mākslinieka vai sportista otrā valstī veikto darbību galvenokārt atbalsta pirmās minētās valsts, tās pašvaldības vai to likumīgo institūciju sabiedriskie fondi.

4. Neatkarīgi no 2. punkta noteikumiem, ja Līgumslēdzējas Valsts rezidenta - mākslinieka vai sportista ienākumi par viņa otrā Līgumslēdzējā Valstī veikto individuālo darbību attiecīgajā jomā, tiek maksāti nevis pašam māksliniekam vai sportistam, bet citai personai, tad neatkarīgi no tā, vai šī persona ir vai nav Līgumslēdzējas Valsts rezidents, šos ienākumus neatkarīgi no 7., 14. un 15. panta noteikumiem apliks ar nodokļiem tikai pirmajā minētajā valstī, ja šo citu personu atbalsta galvenokārt pirmās minētās valsts, tās pašvaldības vai to likumīgo institūciju sabiedriskie fondi.

## 18. PANTS

### Pensijas

Saskaņā ar 19.panta 2.punktu pensija un cita līdzīga atlīdzība, ko saņem Līgumslēdzējas Valsts rezidents par iepriekš veikto algoto darbu, tiks aplikta ar nodokļiem tikai šajā valstī.

## 19.PANTS

### Valsts dienests

1. a) Darba algu, izpeļņu un citu līdzīgu atlīdzību, kura nav pensija un kuru fiziskajai personai izmaksā Līgumslēdzēja Valsts vai tās pašvaldība, vai viena no to likumīgajām institūcijām par šai valstij, pašvaldībai, vai institūcijai sniegtajiem pakalpojumiem, apliks ar nodokļiem tikai šajā valstī;
- b) Tomēr šī darba alga, izpeļņa un cita līdzīga atlīdzība tiks aplikta ar nodokļiem tikai otrā Līgumslēdzēja Valstī, ja pakalpojumi ir sniegti šajā otrā valstī un šī fiziskā persona ir tāds šīs valsts rezidents, kas ir šīs valsts pilsonis, un nav vienlaicīgi arī pirmās minētās valsts pilsonis.
2. a) Jebkuru pensiju, ko fiziskajai personai izmaksā Līgumslēdzēja Valsts, tās pašvaldība vai viena no to likumīgajām institūcijām, vai ko izmaksā no šīs Līgumslēdzējas Valsts, tās pašvaldības vai vienas no to likumīgo institūciju izveidotiem fondiem par pakalpojumiem, ko šī persona sniegusi šai valstij, pašvaldībai vai institūcijai, apliks ar nodokļiem tikai šajā valstī;
- b) Tomēr šī pensija tiks aplikta ar nodokļiem tikai otrā Līgumslēdzēja Valstī, ja šī fiziskā persona ir šīs otras valsts rezidents un pilsonis, un nav vienlaicīgi arī pirmās minētās valsts pilsonis.
3. Šis Konvencijas 15. un 18. panta noteikumi ir jāpiemēro darba algai, izpeļņai un citai līdzīgai atlīdzībai un pensijai, kuru izmaksā par pakalpojumiem, kas sniegti sakarā ar Līgumslēdzējas Valsts, tās pašvaldības vai vienas no to likumīgajām institūcijām veikto uzņēmējdarbību.

## 20.PANTS

### Studenti

1. Maksājumi, kurus uzturēšanās, studiju vai stažēšanās vajadzībām saņem students, māceklis vai stažieris, kas ir, vai tieši pirms ierašanās Līgumslēdzēja Valstī bija otras Līgumslēdzējas Valsts rezidents un kas uzturas pirmajā minētajā valstī vienīgi ar nolūku studēt vai stažēties, netiks aplikti ar nodokļiem šajā valstī, ar nosacījumu, ka šie maksājumi rodas ārpus šīs valsts.
2. Neatkarīgi no 14. un 15. panta noteikumiem atlīdzība, ko Līgumslēdzēja Valstī par šajā valstī sniegtajiem individuālajiem pakalpojumiem, saņem students, māceklis vai stažieris, kas ir, vai tieši pirms ierašanās Līgumslēdzēja Valstī bija otras Līgumslēdzējas Valsts rezidents un kas uzturas pirmajā minētajā valstī vienīgi ar nolūku studēt vai stažēties, netiks aplikta ar nodokļiem šajā valstī, ja šie pakalpojumi ir gadījuma rakstura un ir saistīti ar studijām vai stažēšanos, vai arī atlīdzība par šiem pakalpojumiem ir nepieciešama, lai papildinātu viņa rīcībā esošos līdzekļus lai segtu ar viņa uzturēšanos saistītos izdevumus.

## 21. PANTS

### Citi ienākumi

1. a) Citi šīs Konvencijas iepriekšējos pantos neaplūkoti Līgumslēdzējas Valsts rezidenta ienākumi, neatkarīgi no tā, kur šie ienākumi rodas tiks aplikti ar nodokļiem tikai šajā valstī.
  - b) Tomēr desmit gadu ilgā laika posmā sākot ar dienu, kurā uzsāka šīs Konvencijas piemērošana, a) apakšpunktā minētie ienākumu veidi, kas rodas otrā Līgumslēdzējā Valstī, var tikt aplikti ar nodokļiem arī otrā Līgumslēdzējā Valstī. Pēc šī desmit gadu ilgā perioda tiks piemēroti tikai a) apakšpunkta noteikumi.
2. Šī panta 1. punkta noteikumi netiks piemēroti ienākumam, kas nav ienākums no 6. panta 2. punktā minētā nekustamā īpašuma, ja šā ienākuma saņēmējs, būdams Līgumslēdzējas Valsts rezidents, veic uzņēmējdarbību otrā Līgumslēdzējā Valstī, izmantojot tur esošo pastāvīgo pārstāvniecību, vai sniedz šajā otrā valstī neatkarīgus individuālos pakalpojumus, izmantojot tur izvietoto pastāvīgo bāzi, un ja tiesības vai īpašums, par ko tiek saņemts šis ienākums, ir faktiski saistīts ar šo pastāvīgo pārstāvniecību vai pastāvīgo bāzi. Šajā gadījumā atkarībā no apstākļiem ir piemērojami 7. vai 14. panta noteikumi.

## 22. PANTS

### Kapitāls

1. a) Kapitālu, ko sastāda 6.pantā minētais Līgumslēdzējas Valsts rezidenta nekustamais īpašums, kas atrodas otrā Līgumslēdzējā Valstī, var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.
  - b) Kapitālu, ko sastāda akcijas, kapitāla daļas vai citas tiesības tādā sabiedrībā, trastā vai citā līdzīgā institūcijā, kuras aktīvi galvenokārt, tieši vai caur līdzdalību vienā vai vairākās citās sabiedrībās, trastos vai citās līdzīgās institūcijās, sastāv no 6. pantā minētā, Līgumslēdzējā Valstī esošā nekustamā īpašuma, vai no ar šādu nekustamo īpašumu saistītām tiesībām, var aplikt ar nodokļiem šajā valstī.
2. Kapitālu, ko sastāda kustamais īpašums, kas veido daļu no otrā Līgumslēdzējā Valstī esošās Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma pastāvīgās pārstāvniecības īpašuma, vai kapitālu, ko pārstāv kustamais īpašums, kas ir piederīgs Līgumslēdzējas Valsts rezidenta pastāvīgajai bāzei otrā Līgumslēdzējā Valstī, kas tiek izmantota neatkarīgu individuālo pakalpojumu sniegšanai, var aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī.

3. Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma kapitāls, ko pārstāv šī uzņēmuma starptautiskajā satiksmē izmantotie jūras un gaisa transporta līdzekļi, kā arī kustamais īpašums, kas saistīts ar šo jūras un gaisa transporta līdzekļu izmantošanu, tiks aplikts ar nodokļiem tikai šajā valstī.

4. Visi pārējie Līgumslēdzējas Valsts rezidenta kapitāla elementi tiks aplikti ar nodokļiem tikai šajā valstī.

## 23. PANTS

### Nodokļu dubultās uzlikšanas novēršana

1. Francijā nodokļu dubultā uzlikšana tiks novērsta šādā veidā:

a) Neatkarīgi no jebkuriem citiem šīs Konvencijas noteikumiem, ienākums, kas saskaņā ar Konvencijas noteikumiem var tikt aplikts vai ko apliek ar nodokļiem tikai Latvijā, gadījumā, ja šis ienākums saskaņā ar Francijas iekšzemes likumdošanas aktiem nav atbrīvots no uzņēmumu nodokļa, ir jāņem vērā, aprēķinot Francijā maksājamo nodokli. Šādā gadījumā Latvijas nodoklis nav atskaitāms no šī ienākuma, bet Francijas rezidentam saskaņā ar (i) un (ii) apakšpunktos noteiktajiem ierobežojumiem un nosacījumiem tiks atļauts piemērot nodokļu kredītu (kopējās nodokļa summas samazinājumu) attiecībā uz Francijā maksājamo nodokli. Šāda nodokļu kredīta (samazinājuma) summa būs vienāda:

(i) gadījumā, kad šis ienākums ir citāds nekā (ii) apakšpunktā minētais - ar Francijas nodokļa summu, kas attiecināma uz šo ienākumu, ar nosacījumu, ka ienākuma īstenais īpašnieks Latvijā ir pakļauts aplikšanai ar nodokli attiecībā uz šo ienākumu;

(ii) gadījumā, kad šis ienākums ir 7. pantā un 13. panta 2. punktā minētais ienākums, kas pakļauts aplikšanai ar uzņēmumu nodokli un ienākums, kas minēts 6. panta 5. punktā, 10., 11., un 12. pantā, 13. panta 1. punktā, 15. panta 3. punktā, 16. pantā, 17. un 21. panta 1. un 2. punktā - ar Latvijā samaksātā nodokļa summu, kāda saskaņā ar šo pantu noteikumiem samaksāta Latvijā, tomēr šāda nodokļa kredīta (samazinājuma) summa nevar pārsniegt Francijas nodokļa summu, kāda attiecināma uz šo ienākumu;

b) Francijas rezidentu, kuram pieder kapitāls, kas saskaņā ar 22. panta 1. vai 2. punktu var tikt aplikts ar nodokļiem Latvijā, attiecībā uz šādu kapitālu apliks ar nodokļiem arī Francijā. Francijas nodoklis tiks aprēķināts, piemērojot nodokļu kredītu (kopējās nodokļa summas samazinājumu), kas ir vienāds ar Latvijā samaksātā nodokļa summu attiecībā uz šādu kapitālu. Tomēr šāda nodokļa kredīta (samazinājuma) summa nevar pārsniegt Francijas nodokļa summu, kāda attiecināma uz šo kapitālu;

c) (i) Tiek saprasts, ka a) apakšpunktā minētais jēdziens "Francijas nodokļa summa, kas attiecināma uz šo ienākumu" nozīmē:

- gadījumā, kad nodoklis par šādu ienākumu tiek aprēķināts, piemērojot proporcionālo nodokļa likmi - attiecīgo tirā ienākuma summu, kas pareizināta ar nodokļa likmi, kura faktiski ir piemērojama šim ienākumam;

- gadījumā, kad nodoklis par šādu ienākumu tiek aprēķināts, piemērojot progresīvo nodokļa likmi - attiecīgo tirā ienākuma summu, kas pareizināta ar likmi, kura noteikta, pamatojoties uz attiecību starp nodokļa lielumu, kāds saskaņā ar Francijas likumdošanas aktiem faktiski maksājams par kopējo tiro ienākumu un kopējo tirā ienākuma apjomu.

Šī interpretācija analogiski tiks attiecināta uz b) apakšpunktā lietoto jēdzienu "Francijas nodokļa summa, kāda attiecināma uz šo kapitālu";

(ii) Tiek saprasts, ka a) un b) apakšpunktā lietotais jēdziens "Latvijā samaksātā nodokļa summa" nozīmē Latvijas nodokļa summu, kuru attiecībā uz konkrētajiem ienākuma vai kapitāla veidiem saskaņā ar šīs Konvencijas noteikumiem faktiski ir samaksājis Francijas rezidents, kurš attiecībā uz šo ienākumu vai kapitālu ir pakļauts aplikšanai ar nodokļiem saskaņā ar Francijas likumdošanas aktiem.

2. Latvijā nodokļu dubultā uzlikšana tiks novērsta šādā veidā:

a) gadījumā, kad Latvijas rezidents gūst ienākumus vai viņam pieder kapitāls, kuru saskaņā ar šīs Konvencijas noteikumiem var aplikēt ar nodokļiem Francijā, ja vien Latvijas iekšzemes likumdošanas akti nenodrošina labvēlīgākus noteikumus, Latvija atļaus:

(i) samazināt šī rezidenta ienākuma nodokli par nodokļa daļu, kas ir vienāda ar Francijā samaksāto ienākuma nodokli;

(ii) samazināt šī rezidenta kapitāla nodokli par nodokļa daļu, kas ir vienāda ar Francijā samaksāto kapitāla nodokli.

Šie samazinājumi tomēr nevienā gadījumā nedrīkst pārsniegt tādu ienākuma nodokļa vai kapitāla nodokļa daļu, kas ir aprēķināta Latvijā pirms šā samazinājuma piemērošanas, kāda atkarībā no apstākļiem ir attiecināma uz ienākumu vai kapitālu, kuru var aplikēt ar nodokļiem Francijā;

b) lai piemērotu (a) apakšpunktu, ja sabiedrība - Latvijas rezidents saņem dividendes no sabiedrības - Francijas rezidenta un šajā sabiedrībā Latvijas rezidentam pieder vismaz 10 procenti akciju ar pilnām balsstiesībām, Francijā samaksātajā nodoklī tiks ietverts ne tikai nodoklis, ar kuru aplikē dividendes, bet arī nodoklis, ar kuru aplikē sabiedrības peļņu, no kuras tiek izmaksātas dividendes.

## 24.PANTS

### Diskriminācijas nepieļaušana

1. Līgumslēdzējas Valsts pilsoņi otrā Līgumslēdzējā Valstī netiks pakļauti jebkurai aplikšanai ar nodokļiem vai jebkurām ar tiem saistītajām prasībām, kas atšķiras no aplikšanas ar nodokļiem vai ar tiem saistītajām prasībām, kurām tiek vai var tikt pakļauti citas valsts pilsoņi tādos pašos apstākļos, vai kas ir vēl apgrūtinošākas, it īpaši attiecībā uz rezidenci. Šis noteikums neatkarīgi no 1.panta noteikumiem attiecas arī uz personām, kas nav vienas Līgumslēdzējas Valsts vai abu Līgumslēdzēju Valstu rezidenti.
2. Jēdziens "pilsonis" nozīmē:
  - a) jebkuru fizisku personu, kurai ir Līgumslēdzējas Valsts pilsonība;
  - b) jebkuru juridisku personu, līgumsabiedrību vai asociāciju, kuras statuss izriet no Līgumslēdzējas Valsts spēkā esošajiem likumdošanas aktiem.
3. Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma pastāvīgo pārstāvniecību, kuru tas izmanto otrā Līgumslēdzējā Valstī, nevar aplikt ar nodokļiem šajā otrā valstī mazāk labvēlīgi, nekā tiktu aplikti ar nodokļiem citas valsts uzņēmumi, kas veic tāda paša veida darbību. Šo noteikumu nedrīkst iztulkot tādējādi, ka tas uzliktu Līgumslēdzējai Valstij pienākumu piešķirt citas Līgumslēdzējas Valsts rezidentiem jebkādas privātas atlaides, atvieglojumus vai samazinājumus attiecībā uz aplikšanu ar nodokļiem, kādus šī valsts piešķir saviem rezidentiem, ņemot vērā viņu civiltātvokli vai ģimenes saistības.
4. Izņemot gadījumus, kad piemērojami 9.panta 1.punkta, 11.panta 7.punkta vai 12.panta 6.punkta noteikumi, procenti, autoratlīdzība un citi maksājumi, ko Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums izmaksā citas Līgumslēdzējas Valsts rezidentam, nosakot šā uzņēmuma apliekamo peļņu, ir jāatskaita no šīs peļņas pēc tādiem pašiem noteikumiem kā tad, ja tie tiktu izmaksāti pirmās minētās valsts rezidentam. Tāpat arī Līgumslēdzējas Valsts uzņēmuma parādi citas Līgumslēdzējas Valsts rezidentam, nosakot šāda uzņēmuma apliekamā kapitāla vērtību, ir jāatskaita pēc tādiem pašiem noteikumiem kā tad, ja tie attiektos uz pirmās minētās valsts rezidentu.
5. Līgumslēdzējas Valsts uzņēmumus, kuru kapitāls pilnīgi vai daļēji pieder vienam vai vairākiem citas Līgumslēdzējas Valsts rezidentiem vai kurus viņi tieši vai netieši kontrolē, pirmajā minētajā valstī nevar pakļaut aplikšanai ar nodokļiem vai jebkurām ar tiem saistītajām prasībām, kas atšķiras no aplikšanas ar nodokļiem un ar tiem saistītajām prasībām, kurām tiek vai var tikt pakļauti līdzīgi pirmās minētās valsts uzņēmumi, vai kas ir apgrūtinošākas.
6. a) Maksājumi, kurus fiziskā persona, kas Līgumslēdzējā Valstī sniedz atkarīgus individuālos pakalpojumus, iemaksā pensiju fondā, kas ir izveidots un attiecībā uz aplikšanu ar nodokļiem atzīts otrā Līgumslēdzējā Valstī, aprēķinot šīs fiziskās personas apliekamo ienākumu Līgumslēdzējā

Valsti, tiks atskaitīti piemērojot šiem maksājumiem tādus pašus noteikumus un ierobežojumus, kādi tiek piemēroti attiecībā uz maksājumiem Līgumslēdzējā Valstī atzītā pensiju fondā un nodokļu uzlikšanas nolūkos šajā valstī tiks uzskatīti par maksājumiem, kuri ir izdarīti pensiju fondā, kas attiecībā uz aplikšanu ar nodokļiem ir atzīts Līgumslēdzējā Valstī, ja:

- (i) šī fiziskā persona nebija Līgumslēdzējas Valsts rezidents un jau veica šos maksājumus pensiju fondā (vai citā pensiju fondā, kas aizstāj šo pensiju fondu), tieši pirms tam, kad tā sāka veikt algotu darbu šajā valstī; un
- (ii) Līgumslēdzējas Valsts kompetentās iestādes atzīst, ka pensiju fonds, kurā tiek veiktas iemaksas atbilst tādām pensiju fondam, kas attiecībā uz aplikšanu ar nodokļiem ir atzīts šajā valstī;

b) a) apakšpunkta piemērošanai:

- (i) jēdziens "pensiju fonds" nozīmē vienošanos, kurā iesaistās fiziska persona ar nolūku nodrošināt pensijas pabalstu saņemšanu attiecībā uz a) apakšpunktā minēto atkarīgo individuālo pakalpojumu sniegšanu; un
- (ii) pensiju fonds Līgumslēdzējā Valstī tiks uzskatīts par atzītu attiecībā uz aplikšanu ar nodokļiem, ja šajā pensiju fondā izdarāmie maksājumi šajā valstī tiek atzīti par tādiem, attiecībā uz kuriem ir piemērojams nodokļu atvieglojums.

7. Šī panta noteikumi neatkarīgi no 2.panta noteikumiem attiecas uz visu veidu un nosaukumu nodokļiem.

8. Ja kāds cits līgums, nolīgums vai konvencija, kas nav šī Konvencija, kuras dalībnieces ir abas Līgumslēdzējas Valstis, ietver diskriminācijas nepieļaušanas vai vislielākās labvēlības režīma noteikumus, tiks saprasts, ka šo līgumu, nolīgumu vai konvenciju noteikumi nav piemērojami attiecībā uz nodokļiem, uz kuriem attiecas šī Konvencija, kā arī uz mantojuma un dāvinājuma nodokļiem.

## 25.PANTS

### Savstarpējās saskaņošanas procedūra

1. Ja persona uzskata, ka vienas Līgumslēdzējas Valsts vai abu Līgumslēdzēju Valstu rīcība izraisa vai var izraisīt tādu šīs personas aplikšanu ar nodokļiem, kas neatbilst šīs Konvencijas noteikumiem, šī persona var neatkarīgi no šo valstu iekšējo likumdošanas aktu noteikumiem, kas paredz novērst šādu aplikšanu ar nodokļiem, iesniegt savu jautājumu izskatīšanai tās Līgumslēdzējas Valsts kompetentajām iestādēm, kuras rezidents ir šī persona, vai arī, ja jautājums attiecas uz 24. panta 1.punktu, tās Līgumslēdzējas Valsts kompetentajām iestādēm, kuras

pilsonis ir šī persona. Jautājums jāiesniedz izskatīšanai triju gadu laikā no pirmā paziņojuma par rīcību, kas novedusi pie aplikšanas ar nodokļiem neatbilstoši šīs Konvencijas noteikumiem.

2. Kompetentās iestādes pienākums ir censties atrisināt šo jautājumu, ja tā uzskata, ka sūdzība ir pamatota, un, ja šī iestāde pati nespēj panākt apmierinošu risinājumu, tai jāmēģina atrisināt jautājumu, savstarpēji vienojoties ar otras Līgumslēdzējas Valsts kompetentajām iestādēm, lai novērstu šai Konvencijai neatbilstošu aplikšanu ar nodokļiem. Katra šāda panākta vienošanās ir jāizpilda neatkarīgi no Līgumslēdzējas Valsts iekšējās likumdošanas aktos noteiktajiem laika ierobežojumiem.

3. Līgumslēdzēju Valstu kompetentajām iestādēm ir jācenšas savstarpējas saskaņošanas gaitā atrisināt jebkurus sarežģījumus vai novērst šaubas, kas var rasties, skaidrojot vai piemērojot šo Konvenciju. Tās var arī savstarpēji konsultēties, lai novērstu nodokļu dubulto uzlikšanu gadījumos, kas nav paredzēti šajā Konvencijā.

4. Līgumslēdzēju Valstu kompetentās iestādes vai to pārstāvji var tieši sazināties savā starpā, lai panāktu vienošanos iepriekšējos punktos minētajos jautājumos. Ja šķiet, ka vienošanās panākšanai ir lietderīga mutiska viedokļu apmaiņa, šāda viedokļu apmaiņa var notikt, izveidojot komisiju, kuras sastāvā ir Līgumslēdzēju Valstu kompetento iestāžu pārstāvji.

5. Attiecībā uz Ģenerālā nolīguma par tirdzniecību un pakalpojumiem (GATS) 22. panta 3. punktu Līgumslēdzējas Valstis vienojas, ka neatkarīgi no minētā punkta noteikumiem jebkuras domstarpības starp tām par to, vai pasākumi attiecībā uz nodokļiem, uz kuriem attiecas jebkuri šīs Konvencijas noteikumi, iekļaujas šīs Konvencijas ietvaros, var tikt iesniegtas Tirdzniecības un pakalpojumu padomē, kā tas ir noteikts minētajā Ģenerālā nolīguma punktā, vienīgi ar abu Līgumslēdzēju Valstu piekrišanu.

## 26. PANTS

### Informācijas apmaiņa

1. Līgumslēdzēju Valstu kompetentajām iestādēm ir jāapmainās ar informāciju, kas nepieciešama šīs Konvencijas noteikumu izpildīšanai vai Līgumslēdzēju Valstu iekšzemes likumdošanas aktu attiecībā uz nodokļiem, uz kuriem attiecas šī Konvencija, prasību izpildei tiktāl, ciktāl šie likumdošanas akti nav pretrunā ar šo Konvenciju. Konvencijas 1.pants neierobežo informācijas apmaiņu. Jebkura informācija, ko saņem Līgumslēdzēja Valsts, ir jāuzskata par slepenu, tāpat kā informācija, kas tiek iegūta saskaņā ar šīs valsts likumdošanas aktiem un tā var tikt izpausta tikai tām personām vai varas iestādēm (ieskaitot arī tiesas un administratīvās iestādes), kuras ir iesaistītas nodokļu, uz kuriem attiecas šī Konvencija, aprēķināšanā, iekasēšanā, piespiedu līdzekļu lietošanā, lietu iztiesāšanā

vai apelāciju izskatīšanā. Šīm personām vai varas iestādēm šī informācija jālieto vienīgi iepriekšminētajos nolūkos. Tās drīkst izpaust šo informāciju atklātās tiesas sēdēs vai tiesas nolēmumos.

2. Nekādā gadījumā 1. punkta noteikumus nedrīkst iztulkot tādējādi, ka tie uzliktu Līgumslēdzējai Valstij pienākumu:

- a) veikt administratīvus pasākumus, kas neatbilst vienas vai otras Līgumslēdzējas Valsts likumdošanas aktiem un administratīvajai praksei;
- b) sniegt informāciju, kas nav pieejama saskaņā ar vienas vai otras Līgumslēdzējas Valsts likumdošanas aktiem un parasti piemērojamo administratīvo praksi;
- c) sniegt informāciju, kas var atklāt jebkuru tirdzniecības, uzņēmējdarbības, ražošanas vai profesionālo noslēpumu vai tirdzniecības procesu, vai arī sniegt informāciju, kuras izpaušana būtu pretrunā ar sabiedrības interesēm (ordre public).

## 27. PANTS

### Palīdzība nodokļu iekasēšanā

1. Pēc Līgumslēdzējas Valsts (turpmāk - valsts, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā) kompetento iestāžu lūguma otrai Līgumslēdzējai Valstij (turpmāk - valsts, kurai lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā) saskaņā ar 6. punkta noteikumiem jāveic nepieciešamie pasākumi pirmās minētās valsts pieprasīto nodokļu iekasēšanā, tādā pat veidā kādā tiktu iekasēti šīs otras valsts nodokļi. Tiek saprasts, ka jēdziens "pieprasītie nodokļi" nozīmē jebkuru nodokļa parāda summu, kā arī procentus, kas tiek iekasēti par nodokļu savlaicīgu nenomaksāšanu, kavējuma naudu, soda naudu un ar iekasēšanu saistītās izmaksas, kuras nodokļu maksātājs ir parādā un kuras nav vēl samaksātas.

2. Šis panta 1.punkta noteikumi tiks piemēroti tikai attiecībā uz tādiem pieprasītajiem nodokļiem, kuri atbilst nepieciešamajiem nosacījumiem, lai tos iekasētu bezstrīdu kārtībā valstī, kura lūdz sniegt palīdzību nodokļu iekasēšanā, un kuru iekasēšana, izņemot gadījumus, kad kompetento iestāžu starpā ir panākta cita vienošanās, netiek apstrīdēta.

3. Pēc valsts, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, kompetento iestāžu lūguma valstij, kurai lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, ir jāveic tādi līdzekļu saglabāšanas (iesaldēšanas) pasākumi, kādus pieļauj veikt valsts, kurai lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, likumdošanas akti attiecībā uz nodokļa summas iekasēšanu, pat tādā gadījumā, ja prasība iekasēt nodokļus tiek apstrīdēta.

4. Lūgumam par administratīvo palīdzību jāpievieno:

- a) deklarācija, kas precīzē pieprasīto nodokļu būtību, un, nodokļu iekasēšanas gadījumā, apliecina, ka tie atbilst 2. punkta prasībām;
- b) oficiāla dokumenta, kas apliecina, ka nodokļus, kurus lūdz iekasēt Līgumslēdzēja Valsts, var iekasēt bezstrīdus kārtībā, kopija, un;
- c) jebkurš cits dokuments, kas nepieciešams nodokļu iekasēšanai vai līdzekļu saglabāšanas (iesaldēšanas) pasākumu veikšanai.

5. Tiklīdz ir saņemts lūgums sniegt palīdzību nodokļu iekasēšanā, dokuments, kas apliecina, ka nodokļus, kurus lūdz iekasēt valsts, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, var iekasēt bezstrīdus kārtībā, visīsākajā laikā ir jāpieņem, jāapstiprina, jāpapildina vai arī jāaizstāj ar dokumentu, kas ļauj nodokļus iekasēt bezstrīdus kārtībā valstī, kurai lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā.

6. Jautājumus, kas saistās ar laika periodu, pēc kura pieprasītie nodokļi nevar tikt iekasēti, regulē tās valsts, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, likumdošanas akti. Ja valstī, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, laika periods, pēc kura pieprasītie nodokļi nevar tikt iekasēti, ir garāks nekā valstī, kurai lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, pēdējai minētajai valstij jācenšas iekasēt valsts, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, pieprasītos nodokļus saskaņā ar šīs valsts likumdošanas aktos noteikto laika periodu. Lūgumā sniegt palīdzību nodokļu iekasēšanā īpaši jānorāda nosacījumi, kas attiecas uz šo periodu.

7. Ja darbības, kādas valsts, kurai lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, veic izpildot lūgumu sniegt palīdzību nodokļu iekasēšanā, saskaņā ar šīs valsts iekšzemes likumdošanas aktiem, var ietekmēt 6. punktā minēto periodu, to saīsinot vai pārtraucot, tiks uzskatīts, ka šīs darbības tādā pašā veidā ir spēkā saskaņā ar tās valsts, kura lūdz palīdzību iekasēt nodokļus, likumdošanas aktiem. Valstij, kurai tiek lūgta palīdzība nodokļu iekasēšanā, ir jāinformē par šādām darbībām valsti, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā.

8. Valsts, kurai lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā, var atļaut maksājuma termiņa pagarinājumu vai maksājuma izdarīšanu sadalot kopējo maksājuma summu pa daļām, ja to tādos pašos apstākļos atļauj šīs valsts likumi vai administratīvā prakse, tomēr pirms tam par to ir jāinformē valsts, kura lūdz palīdzību nodokļu iekasēšanā.

## 28. PANTS

### Diplomātisko un konsulāro pārstāvniecību personāls

1. Nekas šajā Konvencijā nedrīkst ietekmēt diplomātisko un konsulāro pārstāvniecību personāla fiskālās privilēģijas, kuras tiem piemērojamas saskaņā ar starptautisko tiesību vispārējiem noteikumiem vai īpašo nolīgumu noteikumiem.

2. Neatkarīgi no 4. panta noteikumiem fiziskā persona, kas ir Līgumslēdzēja Valsts diplomātiskās vai konsulārās pārstāvniecības vai pastāvīgās misijas, kas atrodas otrā Līgumslēdzēja Valstī vai trešajā valstī, personāla loceklis, šīs Konvencijas piemērošanai tiks uzskatīta par nosūtītājas valsts rezidentu, ja minētā persona nosūtītājā valstī attiecībā uz tās ienākuma un kapitāla aplikšanu ar nodokļiem tiek pakļauta tādām pašām prasībām, kādām tiek pakļauti šīs valsts rezidenti.

3. Konvencija netiks piemērota attiecībā uz starptautiskajām organizācijām, to iestādēm un darbiniekiem, kā arī attiecībā uz personām, kas ir trešo valstu diplomātisko vai konsulāro pārstāvniecību vai pastāvīgo misiju personāla dalībnieces, kuras atrodas Līgumslēdzēja Valstī, ja šīs personas nevienā no Līgumslēdzējām Valstīm attiecībā uz to ienākuma un kapitāla aplikšanu ar nodokļiem netiek pakļautas tādām pašām prasībām, kādām tiek pakļauti šīs valsts rezidenti.

## 29. PANTS

### Stāšanās spēkā

1. Katra Līgumslēdzēja Valsts paziņo otrai par to, ka ir izpildītas nepieciešamās procedūras, lai šī Konvencija stātos spēkā. Konvencija stājas spēkā otrā mēneša pirmajā dienā pēc datuma, kad ir saņemts pēdējais paziņojums.

2. Konvencijas noteikumi tiks piemēroti:

- a) attiecībā uz ienākuma nodokļiem, ko iekasē ienākuma izmaksas brīdī: sākot ar ienākumu, ko gūst 1.janvārī vai pēc 1.janvāra tajā kalendārajā gadā, kas seko gadam, kurā šī Konvencija stājas spēkā;
- b) attiecībā uz pārējiem ienākuma nodokļiem, ko neiekasē ienākuma izmaksas brīdī: sākot ar nodokļiem, kas maksājami jebkurā nodokļu gadā vai periodā, kurš sākas 1.janvārī vai pēc 1.janvāra tajā kalendārajā gadā, kas seko gadam, kurā šī Konvencija stājas spēkā;
- c) attiecībā uz nodokļiem, kas nav minēti a) un b) apakšpunktā: sākot ar nodokļu uzlikšanu apliekamajam objektam, 1. janvārī vai pēc 1. janvāra tajā kalendārajā gadā, kas seko gadam, kurā šī Konvencija stājas spēkā.

## 30. PANTS

### Darbības izbeigšana

1. Konvencijas piemērošanas termiņš nav ierobežots. Tomēr katra Līgumslēdzēja Valsts var izbeigt šīs Konvencijas darbību, iesniedzot diplomātiskā ceļā notu par darbības izbeigšanu vismaz sešus mēnešus pirms jebkura kalendārā gada beigām.

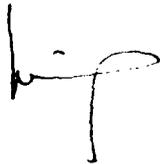
2. Šajā gadījumā Konvencijas darbība tiks izbeigta:

- a) attiecībā uz ienākuma nodokļiem, ko iekasē ienākuma izmaksas brīdī: sākot ar ienākumu, ko gūst 1.janvārī vai pēc 1.janvāra tajā kalendārajā gadā, kas seko gadam, kurā ir iesniegta nota par darbības izbeigšanu;
- b) attiecībā uz pārējiem ienākuma nodokļiem, ko neiekasē ienākuma izmaksas brīdī: sākot ar nodokļiem, kas maksājami jebkurā nodokļu gadā vai periodā, kurš sākas 1.janvārī vai pēc 1. janvāra tajā kalendārajā gadā, kas seko gadam, kurā ir iesniegta nota par darbības izbeigšanu;
- c) attiecībā uz nodokļiem, kas nav minēti a) un b) apakšpunktā: sākot ar nodokļu uzlikšanu apliekamajam objektam, 1. janvārī vai pēc 1. janvāra tajā kalendārajā gadā, kas seko gadam, kurā ir iesniegta nota par darbības izbeigšanu.

Šo apliecinot, apakšā parakstījušies, būdami pienācīgi pilnvaroti, šo Konvenciju ir parakstījuši.

Konvencija sastādīta Parīzē divos eksemplāros franču un latviešu valodā, abi teksti ir vienlīdz autentiski, parakstīta 1997. gada 14. aprīlī.

Francijas Republikas  
valdības vārdā



Latvijas Republikas  
valdības vārdā



## PROTOKOLS

Parakstot Francijas Republikas valdības un Latvijas Republikas valdības Konvenciju par nodokļu dubultās uzlikšanas un nodokļu nemaksāšanas novēršanu attiecībā uz ienākuma un kapitāla nodokļiem, puses ir vienojušās par šādiem noteikumiem, kas ir šīs Konvencijas neatņemama sastāvdaļa.

1. Attiecībā uz 2. panta 3. punkta a) apakšpunktu aplikšanu ar algas nodokli atkarībā no apstākļiem nosaka Konvencijas noteikumi, kas piemērojami attiecībā uz uzņēmējdarbības peļņu vai ienākumu par neatkarīgiem individuāliem pakalpojumiem.

2. Tiek saprasts, ka jēdziens "nekustamais īpašums", jebkurā tā lietošanas gadījumā, ietver opcijas (vienošanās, kas neuzliekot nekādus pienākumus piešķir tiesības nopirkt vai pārdot nekustamo īpašumu par noteiktu cenu norādītā laika posmā), pārdošanas saistības un citas līdzīgas tiesības, kas saistītas ar nekustamo īpašumu.

3. Attiecībā uz 6. panta 3. punktu tiek saprasts, ka viss ienākums un kapitāla pieaugums, kas gūts atsavinot 6. pantā minēto nekustamo īpašumu, kas atrodas Līgumslēdzējā Valstī, var tikt aplikts ar nodokļiem šajā valstī saskaņā ar 13. panta noteikumiem.

4. Attiecībā uz 7. pantu:

a) ja Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums pārdod preces vai izstrādājumus vai veic uzņēmējdarbību otrā Līgumslēdzējā Valstī izmantojot tur esošo pastāvīgo pārstāvniecību, pastāvīgās pārstāvniecības peļņa tiks noteikta, nevis pamatojoties uz uzņēmuma kopējo ieņēmumu apjomu, bet gan pamatojoties uz to ieņēmumu apjomu, kas ir attiecināms uz pastāvīgās pārstāvniecības faktiski veikto darbību, veicot preču pārdošanu vai uzņēmējdarbību;

b) līgumu slēgšanas gadījumā, it īpaši tad, ja līgumi tiek slēgti par ražošanas, tirdzniecības vai zinātnisko iekārtu vai telpu plānošanu, celtniecību, piegādi vai uzstādīšanu vai par sabiedriskajiem darbiem, un ja uzņēmums šo darbu veikšanai izmanto pastāvīgo pārstāvniecību, uz šo pastāvīgo pārstāvniecību attiecināmā peļņa tiks noteikta, nevis pamatojoties uz līguma kopējo summu, bet gan uz to līguma summas daļu, kura faktiski ir realizēta, izmantojot pastāvīgo pārstāvniecību. Peļņa, kas tiek attiecināta uz to līguma daļu, ko Līgumslēdzējā Valstī izpilda Līgumslēdzējas Valsts uzņēmums, tiks aplikta ar nodokļiem tikai šajā valstī.

5. Attiecībā uz 7. panta 3. punktu izdevumi, kurus Latvija atļauj atskaitīt, ietver tikai tos izdevumus, kuri varētu tikt atskaitīti saskaņā ar Latvijas likumdošanas aktiem, ja pastāvīgā pārstāvniecība būtu atsevišķs Latvijas uzņēmums. Šī punkta noteikumi ir piemērojami tikai 10 gadu ilgā periodā, kas sākas tūlīt pēc datuma, ar kuru tiek uzsākta Konvencijas piemērošana.

6. Šis Konvencijas 10. un 11. panta noteikumi, saskaņā ar šo pantu noteikumiem un ierobežojumiem, tiks piemēroti attiecībā uz dividendēm un procentiem, kurus Līgumslēdzējas Valsts rezidentam izmaksā investīciju sabiedrība vai fonds, kas ir izveidots un nodibināts otrā Līgumslēdzējā Valstī, ja šāda sabiedrība vai fonds ir atbrīvots no 2. panta 3. punkta a) (i), a) (ii) vai b) (i), b) (ii) apakšpunktā minētiem nodokļiem.

7. Attiecībā uz 11. panta 3. punktu, persona tiks uzskatīta par saistītu ar otru personu, ja pirmās minētās personas tieša vai netieša līdzdalība otrā personā ir lielāka par 50 procentiem vai ja vienas vai vairāku personu tieša vai netieša līdzdalība katrā no divām citām personām ir lielāka par 50 procentiem.

8. Attiecībā uz 11. panta 2. un 3. punktu, ja jebkurā Konvencijā nodokļu dubultās uzlikšanas novēršanai, vai šādas Konvencijas papildinājumos, kas parakstīta šīs Konvencijas parakstīšanas dienā vai pēc tās, kuru noslēdz Latvija ar trešo valsti, kas ir Ekonomiskās sadarbības un attīstības organizācijas (OECD) dalībniece šīs Konvencijas parakstīšanas brīdī, Latvija piekrīt atbrīvot no nodokļiem procentus, kas tiek maksāti par jebkāda veida bankas piešķirtiem aizdevumiem, vai pazemināt 11. panta 2. punktā noteikto nodokļa likmi šādiem procentiem, tad šāds atbrīvojums vai samazinātā nodokļa likme tiks automātiski piemērota, it kā būtu norādīta šīs Konvencijas 11. panta 2. punktā, sākot no datuma, kurā stājas spēkā Konvencija, kas ir noslēgta ar trešo valsti, vai atkarībā no apstākļiem no tās papildinājumu spēkā stāšanās datuma.

9. Attiecībā uz 12. pantu, ja jebkurā Konvencijā par nodokļu dubultās uzlikšanas novēršanu, vai šādas Konvencijas papildinājumos, kas parakstīta šīs Konvencijas parakstīšanas dienā vai pēc tās, kuru noslēdz Latvija ar trešo valsti, kas ir Ekonomiskās sadarbības un attīstības organizācijas (OECD) dalībniece šīs Konvencijas parakstīšanas brīdī, Latvija piekrīt tādai autoratlīdzības definīcijai, kura neiekļauj jebkura veida tiesības vai citu īpašumu, kas minēti 12. panta 3. punktā, vai piekrīt atbrīvot autoratlīdzību, kas rodas Latvijā, no Latvijas autoratlīdzību nodokļa, vai arī piemērot nodokļu likmes, kas ir zemākas nekā 2. punktā noteiktās, tad, sākot no datuma, kurā stājas spēkā Konvencija ar trešo valsti, vai tās papildinājumi, sašaurinātā definīcija, atbrīvojums vai samazinātā nodokļa likme ir jāpiemēro automātiski, it kā tie būtu norādīti šīs Konvencijas 12. panta 2. vai 3. punktā.

10. Konvencijas 16. panta noteikumi tiks piemēroti attiecībā uz Francijas nodokļu kodeksa (code general des impots) 62. pantā minēto ienākumu, ko gūst fiziska persona - Latvijas rezidents kā partneris (associe) vai vadītājs (gerant) sabiedrībā, kas ir Francijas rezidents, kas tiek pakļauta aplikšanai ar uzņēmumu nodokli Francijā.

11. Attiecībā uz 24. panta 1. punktu tiek saprasts, ka fiziskā persona, juridiskā persona, līgumsabiedrība vai asociācija, kas ir Līgumslēdzējas Valsts rezidents, netiks uzskatīta par atrodošos tādos pašos apstākļos, kādos atrodas fiziska persona, juridiskā persona, līgumsabiedrība vai asociācija, kas nav šīs Valsts rezidents. Juridiskās personas, līgumsabiedrības vai asociācijas gadījumā šis noteikums tiks piemērots pat tad, ja saskaņā ar minētā panta 2. punkta noteikumiem šīs personas tiek uzskatītas par tās Līgumslēdzējas Valsts pilsoņiem, kuras rezidenti tās ir.

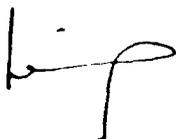
12. Šīs Konvencijas noteikumi nekādā gadījumā neierobežos Franciju attiecībā uz tās nodokļu kodeksa (code general des impots) 212. panta noteikumu, kas attiecas uz nepilnīgo kapitalizāciju, piemērošanu, vai attiecībā uz jebkuru citu pēc būtības līdzīgu noteikumu piemērošanu, kas var papildināt vai aizvietot minētā panta noteikumus.

13. a) Līgumslēdzēju Valstu kompetentās iestādes var kopīgi vai atsevišķi nolemt par to kādā veidā tiks piemērota šī Konvencija;

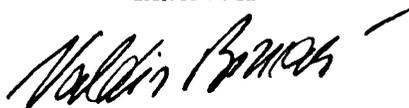
b) It īpaši, lai Līgumslēdzējā Valstī varētu izmantot 10., 11. un 12. pantā noteiktos atvieglojumus, ja vien kompetentās iestādes nav vienojušās par citādiem noteikumiem, citas Līgumslēdzējas Valsts rezidenti ir jāiesniedz to rezidences apliecība, kurā ir uzrādīts attiecīgais ienākuma veids un summa, kā arī rezidences apliecībā jābūt otras valsts nodokļu administrācijas apstiprinājumam.

Protokols sastādīts Parīzē divos eksemplāros franču un latviešu valodā, abi teksti ir vienlīdz autentiski, parakstīts 1997. gada 14. aprīlī.

Francijas Republikas  
valdības vārdā



Latvijas Republikas  
valdības vārdā



[TRANSLATION - TRADUCTION]

CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION AND THE PREVENTION OF FISCAL EVASION AND FRAUD WITH RESPECT TO TAXES ON INCOME AND ON CAPITAL

The Government of the French Republic and  
The Government of the Republic of Latvia,

Desiring to conclude a Convention for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital have agreed as follows:

*Article 1. Personal scope*

This Convention shall apply to persons who are residents of one or both of the Contracting States.

*Article 2. Taxes covered*

1. This Convention shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of a Contracting State or of its local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.

2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, as well as taxes on capital appreciation.

3. The existing taxes to which the Convention shall apply are in particular:

(a) In the case of France:

- (i) The income tax;
  - (ii) The corporation tax;
  - (iii) The tax on wages;
  - (iv) The wealth tax;
- (hereinafter referred to as "French tax");

(b) In the case of Latvia:

- (i) The enterprise income tax;
  - (ii) The income tax;
  - (iii) The property tax;
- (hereinafter referred to as "Latvian tax").

4. The Convention shall also apply to any identical or substantially similar taxes which are imposed after the date of signature of the Convention in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the Contracting States shall notify each other of any significant changes which have been made in their respective taxation laws.

*Article 3. General definitions*

1. For the purposes of this Convention, unless the context otherwise requires:

(a) The terms "a Contracting State" and "the other Contracting State" mean France or Latvia as the context requires;

(b) The term "France" means the European and overseas departments of the French Republic including the territorial sea, and any area outside the territorial sea within which, in accordance with international law, the French Republic has sovereign rights for the purpose of exploring and exploiting the natural resources of the seabed and its subsoil;

(c) The term "Latvia" means the Republic of Latvia and, when used in its geographical sense, means the territory of the Republic of Latvia including any area beyond to the territorial sea of the Republic of Latvia within which, under the laws of the Republic of Latvia and in accordance with international law, Latvia may exercise its rights with respect to the seabed, its subsoil and their natural resources;

(d) The term "person" includes an individual, a company and any other body of persons;

(e) The term "company" means any body corporate or any entity which is treated, for tax purposes, as a body corporate;

(f) The terms "enterprise of a Contracting State" and "enterprise of the other Contracting State" mean respectively an enterprise carried on by a resident of a Contracting State and an enterprise carried on by a resident of the other Contracting State;

(g) The term "international traffic" means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a Contracting State, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other Contracting State;

(h) The term "competent authority" means:

(i) In the case of France, the Minister of the Budget or his authorized representative;

(ii) In the case of Latvia, the Minister of Finance or his authorized representative.

2. As regards the application of the Convention by a Contracting State at any given time, any term not defined therein shall have the meaning which it has under the domestic law of that State concerning the taxes to which the Convention applies, unless the context otherwise requires; the meaning of a term under the applicable tax law of that State shall have priority over the meaning provided for such term under other branches of law of that State.

*Article 4. Resident*

1. (a) For the purposes of this Convention, the term "resident of a Contracting State" means any person who, under the laws of that State, is liable to tax therein by reason of his

domicile, residence, place of management or any other criterion of a similar nature. This term, however, does not include any person who is liable to tax in that State in respect only of income from sources in that State or capital situated therein.

(b) The term "resident of a Contracting State" includes:

(i) That State, its local authorities and the bodies corporate thereof governed by public law; and

(ii) Where that State is France, companies and bodies of persons liable under French domestic law to a tax regime similar to that of companies which have their place of effective management in France and are not liable to corporation tax.

2. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both Contracting States, then his status shall be determined as follows:

(a) He shall be deemed to be a resident of the State in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both States, he shall be deemed to be a resident of the State with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);

(b) If the State in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either State, he shall be deemed to be a resident of the State in which he has an habitual abode;

(c) If he has an habitual abode in both States or in neither of them, he shall be deemed to be a resident of the Contracting State of which he is a national;

(d) If he is a national of both States or of neither of them, the competent authorities of the Contracting States shall settle the question by mutual agreement.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both Contracting States, the competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve the question by friendly agreement, taking into account his place of effective management, his company headquarters or the place where it is constituted or other relevant criteria. In the absence of such agreement, such person shall not be considered to be a resident of either Contracting State for the purposes of enjoying benefits under this Convention.

#### *Article 5. Permanent establishment*

1. For the purposes of this Convention, the term "permanent establishment" includes especially:

(a) A place of management;

(b) A branch;

(c) An office;

(d) A factory;

(e) A workshop; and

(f) A mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. (a) A building site or construction or installation project constitutes a "permanent establishment" only if it lasts more than 12 months;

(b) A building site or construction or installation project commencing during a period of 10 years immediately following the date of entry into force of this Convention, however, constitutes a "permanent establishment" only if it lasts more than 6 months. At the end of this period of 10 years, the provisions of subparagraph (a) shall apply.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this article, the term "permanent establishment" shall be deemed not to include:

(a) The use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;

(b) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

(c) The maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;

(d) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

(e) The maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activities of a preparatory or auxiliary character;

(f) The maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in subparagraphs (a) to (e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person -- other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies -- is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a Contracting State an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that State in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such persons are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a Contracting State merely because it carries on business in that State through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business. However, where the activities of such an agent are devoted wholly or almost wholly on behalf of that enterprise and where the conditions between the agent and the enterprise differ from those which would be made between independent persons, such agent shall not be considered an agent of an independent status within the meaning of this paragraph; but, in such case, the provisions of paragraph 5 shall apply.

7. The fact that a company which is a resident of a Contracting State controls or is controlled by a company which is a resident of the other Contracting State, or which carries on business in that other State (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

*Article 6. Income from immovable property*

1. Income derived from immovable property (including income from agriculture or forestry) shall be taxable in the Contracting State in which such property is situated.

2. The term "immovable property" shall have the meaning which it has under the law of the Contracting State in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be considered as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to income derived from the direct use, letting or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

5. Where shares or other rights in a company, trust or similar institution give rise to a right to dispose of immovable property situated in a Contracting State and owned by that company, trust or similar institution, the income derived from the direct use, letting or use in any other form of the said right may be taxed in that State, notwithstanding the provisions of articles 7 and 14.

*Article 7. Business profits*

1. The profits of an enterprise of a Contracting State shall be taxable only in that State unless the enterprise carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other State but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a Contracting State carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, there shall in each Contracting State be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the State in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a Contracting State to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that Contracting State from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be custom-

ary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other articles of this Convention, then the provisions of those articles shall not be affected by the provisions of this article.

#### *Article 8. Shipping and air transport*

1. Profits which an enterprise of a Contracting State derives from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that State. Such profits shall include profits derived by that enterprise from the bareboat chartering of ships or aircraft or the profits derived from the use, maintenance or leasing of containers where such activities are incidental to the operation by the enterprise of ships or aircraft in international traffic.

2. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a group (pool), a joint business or an international operating agency.

#### *Article 9. Associated enterprises*

1. Where:

(a) An enterprise of a Contracting State participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other Contracting State, or

(b) The same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a Contracting State and an enterprise of the other Contracting State, and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises but, by reason of those conditions, have not so accrued may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a Contracting State includes in the profits of an enterprise of that State -- and taxes accordingly -- profits on which an enterprise of the other Contracting State has been charged to tax in that other State and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned State if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other State shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if it considers that such an adjustment is warranted. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Convention and the competent authorities of the Contracting States shall, if necessary, consult each other.

*Article 10. Dividends*

1. Dividends paid by a company which is a resident of a Contracting State to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such dividends may also be taxed in the Contracting State of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the dividends, the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner is a company which:

(i) Holds directly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends, where that company is a resident of Latvia;

(ii) Holds directly or indirectly at least 10 per cent of the capital of the company paying the dividends, where that company is a resident of France;

(b) 15 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

The provisions of this paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. (a) Where a resident of Latvia receives and is the beneficial owner of dividends paid by a company which is a resident of France and such dividends would give rise to a tax credit if received by a resident of France, he shall be entitled to a payment from the French Treasury in an amount equal to such tax credit, subject to the tax deduction provided for in paragraph 2 (b).

(b) The provisions of subparagraph (a) shall apply only to residents of Latvia who are:

(i) Individuals; or

(ii) Companies which hold, directly or indirectly, less than 10 per cent of the capital of the company paying the dividends.

(c) The provisions of subparagraph (a) shall apply only if the beneficial owner of the dividends:

(i) Is subject to Latvian tax at the normal rate in respect of the dividends and of the payment from the French Treasury; and

(ii) Proves, at the request of the French tax authorities, that he is the owner of the shares in respect of which the dividends are paid and that the primary purpose, or one of the primary purposes, of holding the shares is not that of securing the benefit of subparagraph (a) for another person, whether or not he is a resident of a Contracting State.

(d) The gross amount of the payment from the French Treasury referred to in subparagraph (a) shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention.

4. Where a resident of Latvia is not entitled to the payment from the French Treasury referred to in paragraph 3 but receives dividends paid by a company which is a resident of France, he shall be entitled to a refund of any prepayment actually paid by the company in respect of such dividends. The gross amount of the prepayment refunded shall be deemed to be a dividend for the purposes of this Convention. It shall be taxable in France in accordance with the provisions of paragraph 2.

5. The term "dividend" means income from shares, "jouissance" shares or "jouissance" rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income subjected to the system of distribution by the tax laws of the Contracting State of which the company making the distribution is a resident. It shall be understood that the term "dividend" does not include the income referred to in article 16.

6. The provisions of paragraphs 1, 2, 3 and 4 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

7. Where a company which is a resident of a Contracting State derives profits or income from the other Contracting State, that other State may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other State or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with a permanent establishment or a fixed base situated in that other State, nor subject the company's undistributed profits to a tax on undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other State.

#### *Article 11. Interest*

1. Interest arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such interest may also be taxed in the Contracting State in which it arises and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the interest the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the interest.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, the interest referred to in paragraph 1 shall be taxable only in the Contracting State of which the recipient is a resident if that person is the beneficial owner of the interest and if:

(a) That person is one of the Contracting States, its central bank or a local authority of that State; or

(b) The interest is paid in respect of a debt-claim or loan guaranteed or insured by a Contracting State, its central bank or a local authority thereof, or, in the case of France, by the French Foreign Trade Insurance Company (COFACE), or, in the case of Latvia, by the State joint-stock company, Latvian Export Credit, or by any body instituted in either Contracting State after the date of signature of this Convention within the framework of public financing or guarantees for foreign trade and registered by common agreement of the competent authorities;

(c) The person is an enterprise of that State and the interest is paid in respect of a debt consequent on the credit sale by that enterprise of goods or of industrial, commercial or scientific equipment to another enterprise, except where the sale or the debt relates to affiliated enterprises.

4. The term "interest" as used in this article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and, in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this article. The term "interest" does not include items of income regarded as dividends in accordance with the provisions of article 10.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the interest arises through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner, or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### *Article 12. Royalties*

1. Royalties arising in a Contracting State and paid to a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

2. However, such royalties may also be taxed in the Contracting State in which they arise and according to the laws of that State, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties, the tax so charged shall not exceed:

(a) 5 per cent of the gross amount of royalties paid for the use of industrial, commercial or scientific equipment;

(b) 10 per cent of the gross amount of the royalties in all other cases.

3. The term "royalties" as used in this article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematographic films or films or recordings intended for television or radio, any patent, trademark, design or model, plan, secret formula or process, or for the use of, or the right to use, industrial, commercial or scientific equipment, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience (know-how).

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State in which the royalties arise through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected therewith. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a Contracting State when the payer is a resident of that State. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a Contracting State or not, has in a Contracting State a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the State in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner, or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each Contracting State, due regard being had to the other provisions of this Convention.

#### *Article 13. Capital gains*

1. (a) Gains from the alienation of immovable property referred to in article 6 may be taxed in the Contracting State in which such immovable property is situated.

(b) Gains from the alienation of shares or other rights in a company, a trust or a comparable institution the assets of which consist principally -- either directly or indirectly through one or several other companies, trusts or comparable institutions -- of immovable property referred to in article 6 situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State if, in accordance with the domestic laws of that State, they are subject to the same tax regime as gains from the alienation of immovable property.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise), or of such fixed base, may be taxed in that other State.

3. Gains which an enterprise of a Contracting State derives from the alienation of ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the Contracting State of which the alienator is a resident.

*Article 14. Independent personal services*

1. Income derived by a resident of a Contracting State in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that State unless the resident has a fixed base regularly available to him in the other Contracting State for the purpose of performing his activities. If he has such a fixed base, the income may be taxed in that other State but only so much of the income as is attributable to that fixed base. For the application of these provisions, where an individual who is a resident of a Contracting State stays in the other Contracting State for a period or periods exceeding in the aggregate 183 days in the course of a whole period of 12 consecutive months beginning or ending during the fiscal year concerned, he shall be deemed to have a fixed base regularly available to him in that other State. In that case, the income that is derived from his activities referred to above that are performed in that other State shall be attributable to that fixed base.

2. The term "professional services" includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

*Article 15. Dependent personal services*

1. Subject to the provisions of articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment shall be taxable only in that State unless the employment is exercised in the other Contracting State. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other State.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a Contracting State in respect of an employment exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State if:

(a) The recipient is present in the other State for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days during the whole period of 12 consecutive months beginning or ending during the fiscal year concerned; and

(b) The remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other State; and

(c) The remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other State.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic by an enterprise of a Contracting State may be taxed in that State.

*Article 16. Directors' fees*

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a Contracting State in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other Contracting State may be taxed in that other State.

*Article 17. Entertainers and athletes*

1. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, income derived by a resident of a Contracting State as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as an athlete, from his personal activities as such exercised in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete in his capacity as such accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, whether that person is a resident of a Contracting State or not, that income may, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxed in the Contracting State in which the activities of the entertainer or athlete are exercised.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, income derived by an entertainer or an athlete from his personal activities as such exercised in the other Contracting State shall be taxable only in the first-mentioned State where those activities in the other State are principally supported by public funds of the first-mentioned State, its local authorities or bodies corporate thereof governed by public law.

4. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or an athlete who is a resident of a Contracting State in his capacity as such in the other Contracting State accrues not to the entertainer or athlete himself but to another person, that income shall, notwithstanding the provisions of articles 7, 14 and 15, be taxable only in the first-mentioned State where such other person is principally supported by public funds of the State, its local authorities or bodies corporate thereof governed by public law.

*Article 18. Pensions*

Subject to the provisions of paragraph 2 of article 19, pensions and other similar remuneration paid to a resident of a Contracting State in consideration of past employment shall be taxable only in that State.

*Article 19. Remuneration in respect of government service*

1. (a) Salaries, wages and other remuneration, other than a pension, paid by a Contracting State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law to an individual in respect of services rendered to that State, authority or body corporate shall be taxable only in that State.

(b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other Contracting State if the services are rendered in that other State and the individual is a resident of that State and is a national of that State without at the same time being a national of the first-mentioned State.

2. (a) Any pension paid by or out of funds created by a Contracting State or a local authority thereof or one of their bodies corporate governed by public law to an individual in respect of services rendered to that State or authority or body corporate shall be taxable only in that State.

(b) However, such pension shall be taxable only in the other Contracting State if the individual is a resident of that State and is a national of that State without at the same time being a national of the first-mentioned State.

3. The provisions of articles 15 and 18 shall apply to salaries, wages and other similar remuneration and to pensions in respect of services rendered in connection with a business carried on by a Contracting State or a local authority thereof or by one of their bodies corporate governed by public law.

*Article 20. Students*

1. Payments which a student, an apprentice or a trainee who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxable in that State, provided that such payments arise from sources outside that State.

2. Notwithstanding the provisions of articles 14 and 15, the remuneration which a student, an apprentice or a trainee who is or was immediately before visiting a Contracting State a resident of the other Contracting State and who is present in the first-mentioned State solely for the purpose of his education or training receives for services personally rendered in that State shall not be taxable in that State, if such services are in connection with and supplementary to his studies or training or if the remuneration for such services is necessary to supplement the resources available to him for covering his maintenance costs.

*Article 21. Other income*

1. (a) Items of income of a resident of a Contracting State, wherever arising, not dealt with in the foregoing articles of this Convention shall be taxable only in that State.

(b) However, items of income arising from the other Contracting State shall also be taxable in that other State during the period of 10 years immediately following the date of entry into force of this Convention. At the end of this period of 10 years, the provisions of subparagraph (a) alone shall apply.

2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of article 6, if the recipient of such income, being a resident of a Contracting State, carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, or performs in that other State independent personal services from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of article 7 or article 14, as the case may be, shall apply.

*Article 22. Capital*

1. (a) Capital represented by immovable property referred to in article 6, owned by a resident of a Contracting State and situated in the other Contracting State, may be taxed in that other State.

(b) Capital represented by shares or other rights in a company, trust or comparable institution the assets of which consist principally -- either directly or through one or several other companies, trusts or comparable institutions -- of immovable property referred to in article 6 and situated in a Contracting State or of rights relating to such property may be taxed in that State.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a Contracting State in the other Contracting State for the purpose of performing independent personal services may be taxed in that other State.

3. Capital belonging to an enterprise of a Contracting State represented by ships or aircraft operated by that enterprise in international traffic and by movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft shall be taxable only in that State.

4. All other elements of capital of a resident of a Contracting State shall be taxable only in that State.

*Article 23. Elimination of double taxation*

1. In the case of France, double taxation shall be eliminated as follows:

(a) Notwithstanding any other provision of this Convention, income which is taxable or taxable only in Latvia in accordance with the provisions of this Convention shall be taken into account for the computation of French tax where such income has not been exempted from the corporation tax in accordance with French domestic law. In such case, Latvian tax shall not be deductible from that income, but the resident of France shall be entitled, under the conditions and within the limits specified in subparagraphs (i) and (ii), to a tax credit against French tax. Such tax credit shall be equal:

(i) In the case of income not mentioned in subparagraph (ii), to the amount of French tax attributable to such income, provided that the beneficiary is subject to tax in respect of that income in Latvia;

(ii) In the case of the income -- subject to French corporation tax -- referred to in article 7 and paragraph 2 of article 13, and in the case of the income referred to in paragraph 5 of article 6, articles 10, 11 and 12, paragraph 1 of article 13, paragraph 3 of article 15, article 16, paragraphs 1 and 2 of article 17 and article 21, to the amount of tax paid in Latvia in accordance with the provisions of those articles; however, such tax credit may not exceed the amount of French tax in respect of such income.

(b) A resident of France who owns capital which is taxable in Latvia in accordance with the provisions of paragraphs 1 or 2 of article 22 may also be taxed in France on such capital. The French tax shall be computed by allowing a tax credit equal to the amount of

tax paid in Latvia on such capital. Such tax credit shall not, however, exceed the amount of French tax attributable to such capital.

(c) (i) It is understood that the term "amount of French tax attributable to such income" used in subparagraph (a) means:

- Where the tax payable in respect of such income is computed by the application of a proportional rate, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate effectively applied thereto;

- Where the tax payable in respect of such income is computed by the application of a progressive scale, the product of the amount of the net income in question multiplied by the rate resulting from the ratio between the tax effectively payable in respect of the overall taxable net income under French law and the amount of that overall net income.

This interpretation applies by analogy to the term "amount of French tax attributable to such capital" used in subparagraph (b).

(ii) It is understood that the term "amount of tax paid in Latvia" used in subparagraphs (a) and (b) means the amount of Latvian tax effectively and definitively paid in respect of the income or elements of capital in question, in accordance with the provisions of the Convention, by the resident of France who is taxed on such income or elements of capital under French law.

2. In the case of Latvia, double taxation shall be avoided as follows:

(a) Provided that domestic Latvian law does not provide for a more favourable treatment, where a resident of Latvia derives income or owns capital which, in accordance with the provisions with this Convention, may be taxed in France, Latvia shall allow:

(i) As a deduction from the tax on the income of that resident, a tax credit of an amount equal to the income tax paid thereon in France;

(ii) As a deduction from the tax on the capital of that resident, a tax credit of an amount equal to the capital tax paid thereon in France.

Such deduction in either case shall not, however, exceed that part of the Latvian income or capital tax as computed before the deduction is given, which is attributable, as the case may be, to the income or the capital which may be taxed in France.

(b) For the purpose of subparagraph (a), where a company that is a resident of Latvia receives a dividend from a company that is a resident of France in which it owns at least 10 per cent of its shares conferring all the privileges associated with voting rights, the tax paid in France shall include not only the tax paid on the dividend but also the tax paid on the profits of the company out of which the dividend was paid.

#### *Article 24. Non-discrimination*

1. Nationals of a Contracting State shall not be subjected in the other Contracting State to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other State in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the Contracting States.

2. The term "national" means:

- (a) Any individual possessing the nationality of a Contracting State;
- (b) Any legal person, partnership or association deriving its status as such from the laws in force in a Contracting State.

3. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a Contracting State has in the other Contracting State shall not be less favourably levied in that other State than the taxation levied on enterprises of that other State carrying out the same activities. This provision shall not be construed as obliging a Contracting State to grant to residents of the other Contracting State any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

4. Except where the provisions of paragraph 1 of article 9, paragraph 7 of article 11 or paragraph 6 of article 12 apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned State. Similarly, any debts of an enterprise of a Contracting State to a resident of the other Contracting State shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned State.

5. Enterprises of a Contracting State, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other Contracting State, shall not be subjected in the first-mentioned State to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned State are or may be subjected.

6. (a) Where an individual exercises an employment in a Contracting State, contributions paid by such individual to a pension scheme established and recognized for tax purposes in the other Contracting State shall be deductible in the first-mentioned State for the determination of the individual's taxable income and shall receive the same tax treatment in the first-mentioned State as contributions to a pension scheme recognized for tax purposes in that first-mentioned State and subject to the same conditions and restrictions:

(i) If the individual was not a resident of that State and has already contributed to such a pension scheme (or to another pension scheme which that scheme has replaced) immediately before beginning to exercise his employment in that State, and

(ii) If such pension scheme is authorized by the competent authority of that State as generally corresponding to a pension scheme recognized for tax purposes in that State.

(b) For the purposes of subparagraph (a):

(i) The term "pension scheme" means a scheme in which an individual participates in order to receive pension benefits payable in respect of the employment referred to in subparagraph (a); and

(ii) A pension scheme is recognized for tax purposes in a Contracting State if contributions to that scheme are eligible for tax relief in that State.

7. The provisions of this article shall, notwithstanding the provisions of article 2, apply to taxes of every kind and description.

8. If a treaty, agreement or convention to which the Contracting States are parties, other than the present Convention, includes a non-discrimination or most-favoured-nation clause, it is understood that such clauses shall not apply to taxes covered by this Convention and to inheritance tax and gift tax.

*Article 25. Mutual agreement procedure*

1. Where a person considers that the actions of one or both of the Contracting States result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Convention, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those States, present his case to the competent authority of the Contracting State of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of article 24, to that of the Contracting State of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Convention.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other Contracting State, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with this Convention. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the Contracting States.

3. The competent authorities of the Contracting States shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Convention. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Convention.

4. The competent authorities of the Contracting States or their representatives may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs of this article. When it seems advisable in order to reach agreement to have an oral exchange of opinions, such exchange may take place through a commission consisting of the competent authorities of the Contracting States or their representatives.

5. For the purposes of paragraph 3 of article XXII of the General Agreement on Trade in Services, the Contracting States shall agree that, notwithstanding the provisions of this paragraph, any disagreement between them as to whether a tax to which a provision of this Convention applies falls within the scope of this Convention may be brought before the Council for Trade in Services, as provided for by this paragraph, only with the consent of both Contracting States.

*Article 26. Exchange of information*

1. The competent authorities of the Contracting States shall exchange such information as is necessary for carrying out the provisions of this Convention or of the domestic laws

of the Contracting States concerning taxes covered by the Convention, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Convention. The exchange of information is not restricted by article 1. Any information received by a Contracting State shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that State and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) involved in the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, or the determination of appeals in relation to, the taxes which are the subject of the Convention. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

2. In no case shall the provisions of paragraph 1 be construed so as to impose on a Contracting State the obligation:

(a) To carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other Contracting State;

(b) To supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other Contracting State;

(c) To supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information, the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

*Article 27. Assistance in recovery*

1. At the request of the competent authority of a Contracting State (hereinafter referred to as the "applicant State"), the other Contracting State (hereinafter referred to as the "requested State") shall, subject to the provisions of paragraph 6, recover tax claims of the first-mentioned State in the manner in which it would recover its own tax claims. It is understood that the term "tax claims" means any amount of tax plus interest, fines or fiscal penalties and recovery cost relating thereto which are due and not yet paid.

2. The provisions of paragraph 1 shall apply only to tax claims which form the subject of an instrument permitting their enforcement in the applicant State and, unless otherwise agreed between the competent authorities, which are not contested.

3. At the request of the competent authority of the applicant State, the requested State shall take the measures of conservancy authorized by its domestic law with a view to the recovery of an amount of tax, even if the claim is contested.

4. The request for administrative assistance shall be accompanied by:

(a) A certificate specifying the nature of the tax claim and, with respect to recovery, indicating that the conditions of paragraph 2 have been met;

(b) An official copy of the instrument permitting enforcement in the applicant State; and

(c) Any other document required for recovery or for the taking of measures of conservancy.

5. The instrument permitting enforcement in the applicant State shall, where appropriate and in accordance with the provisions in force in the requested State, be accepted, rec-

ognized, supplemented or replaced as soon as possible after the date of receipt of the request for assistance by an instrument permitting enforcement in the requested State.

6. Questions concerning the period beyond which a tax claim cannot be enforced shall be governed by the domestic law of the applicant State. If the period beyond which the tax claim cannot be enforced is longer in the applicant State than in the requested State, the latter shall endeavour to recover the tax claim of the applicant State in accordance with the period laid down by the law of that State. The request for assistance shall give particulars concerning that period.

7. Acts of recovery carried out by the requested State in pursuance of a request for assistance which, according to the domestic law of that State, would have the effect of suspending or interrupting the period mentioned in paragraph 6 shall also have this effect under the domestic law of the applicant State. The requested State shall inform the applicant State of such acts.

8. The requested State may allow deferral of payment or payment by instalments, if its domestic law or administrative practice permit it to do so in similar circumstances, but it shall first inform the applicant State.

*Article 28. Diplomatic and consular officers*

1. Nothing in this Convention shall affect the fiscal privileges of members of the diplomatic missions or consular posts under the general rules of international law or under the provisions of special agreements.

2. Notwithstanding the provisions of article 4, any individual who is a member of a diplomatic mission, a consular post or a permanent delegation of a Contracting State situated in the other Contracting State or in a third State shall, for the purposes of the Convention, be deemed to be a resident of the accrediting State, provided that the individual is subject in such accrediting State to the same tax liability on his total income and capital as residents of that State.

3. The Convention shall not apply to international organizations, their organs or their staff, or to persons who are members of a diplomatic mission, a consular post or a permanent delegation of a third State who are present in the territory of a Contracting State and are not subject in a Contracting State to the same tax liability on their total income and capital as residents of that State.

*Article 29. Entry into force*

1. Each Contracting State shall notify the other of the completion of the procedures required in that State for the entry into force of this Convention. The Convention shall enter into force on the first day of the second month following the receipt of the second such notification.

2. The provisions of the Convention shall apply:

(a) In respect of income taxes withheld at the source, to income taxable on 1 January of the calendar year immediately following that of the entry into force of the Convention, or after that date;

(b) In respect of income taxes not withheld at the source, to income pertaining, as the case may be, to any fiscal year or any period of taxation beginning on 1 January of the calendar year immediately following that of the entry into force of the Convention, or after that date;

(c) In respect of taxes not covered by subparagraphs (a) or (b), to taxation the taxable event in respect of which occurs on 1 January of the calendar year immediately following that of the entry into force of the Convention, or after that date.

*Article 30. Termination*

1. This Convention shall remain in force indefinitely. However, either Contracting State may terminate it by giving at least six months' notice through the diplomatic channel of termination at the end of a calendar year.

2. In such event, the Convention shall no longer apply:

(a) In respect of income taxes withheld at the source, to income taxable from 1 January of the calendar year immediately following the year in which the notice of termination is given, or after that date;

(b) In respect of income taxes not withheld at the source, to taxes pertaining, as the case may be, to any fiscal year or to any taxation period beginning on 1 January of the calendar year immediately following the year in which the notice of termination is given, or after that date;

(c) In respect of taxes not covered by subparagraphs (a) or (b), to taxation the taxable event in respect of which occurs on 1 January of the calendar year immediately following the year in which the notice of termination is given, or after that date.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed the Convention.

Done at Paris on 14 April 1997, in duplicate in the French and Latvian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the Republic of Latvia:

VALDIS BIRKAVS

## PROTOCOL

On signing the Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Latvia for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion and fraud with respect to taxes on income and on capital, the undersigned have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Convention.

1. With reference to subparagraph 3 (a) of article 2, the tax on wages shall be governed by the provisions of the Convention applicable, as the case may be, to the profits of enterprises or to income in respect of independent personal services.

2. It is understood that the term "immovable property" shall, wherever it is used in this Convention, include options, promises of sale and similar rights pertaining to such property.

3. With reference to paragraph 3 of article 6, it is understood that all income and all profits deriving from the alienation of immovable property referred to in article 6 and situated in a Contracting State may be taxed in that State in accordance with the provisions of article 13.

4. With reference to article 7:

(a) Where an enterprise of a Contracting State sells goods or merchandise or carries on business in the other Contracting State through a permanent establishment situated therein, the profits of that permanent establishment shall be calculated not on the basis of the total amount received by the enterprise but solely on the basis of the payments attributable to the actual activities of the permanent establishment in respect of such sales or business;

(b) In the case of contracts, in particular contracts for project studies or for the supply, installation or construction of industrial, commercial or scientific equipment or establishment, or public works contracts, where the enterprise has a permanent establishment, the profits of that permanent establishment shall be determined not on the basis of the total amount of the contract but solely on the basis of the portion of the contract actually executed by that permanent establishment. The profits relating to the portion of the contract executed by the enterprise of a Contracting State in that State may be taxed only in that State.

5. With reference to paragraph 3 of article 7, the expenses allowed as deductions by Latvia shall include only expenses which would be deductible under the internal law of that State, if the permanent establishment was a distinct and separate enterprise of Latvia. The provisions of this paragraph shall apply only during the period of 10 years immediately following the entry into force of the Convention.

6. The provisions of articles 10 and 11 shall apply, under the conditions and within the limits provided for in those articles, to dividends and interest paid to the resident of a Contracting State by a company or an investment fund created and established in the other Contracting State, where that company or fund is exempt from the taxes referred to in subparagraphs 3 (a) (i), (a) (ii), (b) (i) or (b) (ii) of article 2.

7. With reference to paragraph 3 of article 11, it is understood that a person is affiliated to another person when the first-mentioned person holds, directly or indirectly, an interest

of more than 50 per cent in the other person or when one or several persons hold, directly or indirectly, more than 50 per cent in both persons.

8. With reference to paragraph 2 and 3 of article 11, if, in a convention for the avoidance of double taxation -- or in an amendment to that convention -- signed after the date of signature of this Convention between Latvia and a third State which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development at the time of signing of this Convention, Latvia agrees to exempt interest paid on loans of any kind made by a bank or accepts a lower rate of tax on such interest than that provided for in paragraph 2 of article 11, that exemption or that lower rate shall automatically apply to this Convention as if it had been referred to in article 11 and shall take effect on the date of entry into force of that convention with the third State or of the amendment to that convention, as the case may be, or on the date of entry into force of this Convention, if that date is later.

9. With reference to article 12, if, in a convention for the avoidance of double taxation -- or in an amendment to that convention -- signed after the date of signature of this Convention between Latvia and a third State which is a member of the Organisation for Economic Cooperation and Development at the time of signing of this Convention, Latvia accepts a definition of royalties which excludes a right or other property referred to in paragraph 3 of article 12 or agrees to exempt from Latvian tax on royalties royalties deriving from Latvia or accepts lower rates of tax than those provided for in paragraph 2, that more restrictive definition, that exemption or those lower rates shall automatically apply to this Convention as if they had been referred to in paragraph 3 or paragraph 2, respectively, of article 12 and shall take effect on the date of entry into force of that convention or of the amendment to that convention concluded with the third State, as the case may be.

10. The provisions of article 16 shall apply to the income referred to in article 62 of the French General Tax Code when it is received by an individual who is a resident of Latvia in his capacity as a partner or manager in a company which is a resident of France and which is subject to the French corporation tax.

11. With reference to paragraph 1 of article 24, it is understood that an individual, body corporate, company or association which is a resident of a Contracting State is not in the same situation as an individual, body corporate, company or association which is not a resident of that State, even if, in accordance with paragraph 2 of the same article, such entities as bodies corporate, companies, or associations are considered to be nationals of the Contracting State of which they are residents.

12. Nothing in this Convention shall in any way prevent France from applying the provisions of article 212 of its General Tax Code relating to undercapitalization or such other similar provisions as may amend or replace those of that article.

13. (a) The competent authorities of the Contracting States may, jointly or separately, decide on procedures for implementation of this Convention.

(b) In particular, in order to obtain in a Contracting State the benefits provided for in articles 10, 11 and 12, residents of the other Contracting State should, unless the competent authorities provide otherwise, submit proof of residence, indicating in particular the nature and the amounts of the income concerned and containing an attestation from the tax services of that other State.

In witness whereof the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done at Paris on 14 April 1997, in duplicate in the French and Latvian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the Republic of Latvia:

VALDIS BIRKAVS

